



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 23 MARS 1912.

AVIS DU GOUVERNEMENT

Les avis, documents ou annonces reçus après midi et jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

917

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du 11e jour de mars 1912, d'adjoindre à la commission de la paix pour le :

District de Bedford.—MM. Joseph Hébert, Saint-Joachim, John P. Cleary, Savage's Mills, Philias Boyer, Saint-Joachim, et Wm H. Martin Warden, comté de Shefford, tous quatre cultivateurs.

District de Kamouraska.—M. Joseph Adélarde Ouellet, maître de poste, de Whitworth, comté de Témiscouata.

1177

No 1374 Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Nomination d'un commissaire d'écoles.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en conseil, en date du 16 mars 1912, de nommer M. Firmin Cormier, commissaire d'écoles pour la municipalité de la Pointe aux Esquimaux, dans le comté de Saguenay.

1189

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 23rd MARCH, 1912.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

918

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 11th day of March, 1912, to associate to the commission of the peace for the :

District of Bedford.—Messrs. Joseph Hébert, Saint-Joachim, John P. Cleary, Savage's Mills, Philias Boyer, Saint-Joachim, and Wm H. Martin, Warden, county of Shefford, all four farmers.

District of Kamouraska.—Mr. Joseph Adélarde Ouellet, postmaster, of Whitworth, county of Témiscouata.

1178

No. 1374 Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of a school commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the 16th March, 1912, to appoint Mr. Firmin Cormier, school commissioner for the municipality of Pointe aux Esquimaux, in the county of Saguenay.

1190

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, par un ordre en conseil, en date du 20^e jour de février 1912, de nommer George William Edwards, de la rue 6 Castle, Liverpool, Angleterre, écuyer, solliciteur commissaire pour recevoir des affidavits sous l'autorité de l'article 27 du code de procédure civile de la province de Québec.

1183

Proclamation

Canada,
Province de }
Québec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—**SALUT :**

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **A**TTENDU que la loi des *Procureur-General.* } cités et villes, décrète entre autres choses que le lieutenant-gouverneur en conseil peut émettre des lettres patentes pour ériger des municipalités de cité ou de ville existante, après l'accomplissement des formalités exigées à cet effet ;

Et attendu que le conseil de la municipalité ci-dessous décrite nous a présenté une requête déclarant, conformément à une résolution du dit conseil en date du 4 janvier 1912, régulièrement adoptée, qu'il fait abandon de la charte spéciale de la dite municipalité, et demandant d'être constituée en municipalité de ville par nos lettres patentes, conformément aux dispositions de la loi des cités et villes.

Et attendu que la dite requête contient toutes les énonciations requises par la loi des cités et villes, et que les formalités prescrites par icelles ont été remplies ;

A CES CAUSES, de l'avis du Conseil Exécutif de Notre dite province, et vu l'abandon de la charte spéciale qui régit la municipalité actuellement connue sous le nom de Village Jonquières.

Nous avons érigé et par les présentes érigeons la dite municipalité en municipalité de ville conformément aux dispositions de la loi des cités et villes.

La population de la municipalité érigée en municipalité de ville est de trois mille trois cent soixante et cinq âmes ;

Le nom de la dite municipalité est la "Ville de Jonquières" ;

Les limites de la dite municipalité sont comme suit, savoir : couvrant une superficie de dix-huit cents acres comprenant les lots numéros dix-neuf (19), vingt (20), vingt et un (21), vingt-cinq (25), vingt-six (26) et vingt-sept (27), de la division primitive du troisième rang du canton de Jonquières, et les lots numéros quatorze (14), quinze (15), seize (16), dix-sept (17), dix-huit (18), vingt (20), vingt et un (21), vingt-deux (22), vingt-trois (23) et vingt-quatre (24) de la division primitive du quatrième rang du canton de Jonquières.

Le nombre des quartiers en lesquels la municipalité sera divisée sera de quatre, savoir : le quartier nord comprenant toute la partie du territoire de la municipalité de ville projetée, situé sur le côté ouest de la Rivière aux Sables ; le quartier centre comprenant tout le territoire situé entre les limites du nord et du sud de la municipalité et entre le côté est de la Rivière aux Sables, au côté ouest de

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, by order in council, dated the 20th day of February, 1912, to appoint George William Edwards, esquire, solicitor, 6 Castle street Liverpool, England, a commissioner to receive affidavits, under the authority of article 27 of the code of civil procedure of the province of Quebec.

1184

Proclamation

Canada,
Province of }
Quebec. }

F. LANGELIER.

[L. S.]

GEORGE THE FIFTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland, and of the British Dominions beyond the Seas, King Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—**GREETING :**

PROCLAMATION.

LOMER GOUIN, } **W**HEREAS the Cities *Attorney General.* } and Towns' Act, enacts, amongst other things, that the Lieutenant Governor in Council may, by letters patent, erect city or town municipalities, or grant a new charter to any existing city or town municipality, after the accomplishment of the formalities required for such purpose ;

And whereas the council of the municipality hereinafter described has presented to us a petition declaring, conformably to a resolution of the said council dated 4th January, 1912, regularly passed, that it abandons the special charter of the said municipality and asking to be erected into a town municipality, by our letters patent, pursuant to the provisions of the Cities and Towns' Act ;

And whereas the said petition contains all the averments required by the Cities and Towns' Act, and the formalities laid down therein have been fulfilled ;

NOW KNOW YE, that with the advice of the Executive Council of Our said province, and seeing the abandonment of the special charter actually governing the municipality now known by the name of the Village of Jonquières ;

We have erected, and do hereby erect the said municipality into a town municipality pursuant to the provisions of the cities and Towns' Act.

The population of the municipality erected into a town municipality is three thousand three hundred and sixty five souls ;

The name of the said municipality is the "Town of Jonquières" ;

The boundaries of the said municipality are as follows, to wit : covering a superficies of eighteen hundred acres, comprising the lots numbers nineteen (19), twenty (20), twenty one (21), twenty five (25), twenty six (26) and twenty seven (27), of the primitive division of the third range of the township of Jonquières, and the lots numbers fourteen (14), fifteen (15), sixteen (16), seventeen (17), eighteen (18), twenty (20), twenty one (21), twenty two (22), twenty three (23) and twenty four (24), of the primitive division of the fourth range of the township of Jonquières ;

The number of wards into which the municipality will be divided shall be four, namely : the north ward comprising the whole of the part of the territory of the municipality of the projected town situate on the west side of the Rivière aux Sables ; the centre ward comprises all the territory situate between the northern and southern boundaries of the municipality and between the east side of the

la rue Saint-Dominique, le quartier est comprenant tout le territoire situé entre la limite nord de la municipalité et entre la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean, et entre le côté est de la rue Saint-Dominique ; à la limite est de la municipalité ; le quartier ouest comprend tout le territoire situé entre la limite sud de la municipalité et la ligne du chemin de fer Québec et Lac Saint-Jean et entre le côté est de la rue Saint-Dominique à la limite est de la dite municipalité.

La présentation des candidats, à la première élection générale du maire et des échevins de la dite municipalité aura lieu le deuxième jour d'avril 1912, et la votation aura lieu le neuvième jour d'avril 1912.

L'officier-rapporteur de cette première élection sera le secrétaire-trésorier du village actuel, M. J. Simon Tremblay.

La première séance générale du conseil de la dite municipalité aura lieu dans la salle du conseil, à Saint Dominique de Jonquières.

Le conseil de la dite municipalité sera composé d'un maire et de huit conseillers.

Il y aura deux échevins élus pour chacun des quatre quartiers décrits et mentionnés.

De tout ce que dessus tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes pourront concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'honorable Sir FRANÇOIS LANGELE, Chevalier, Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DIX-HUITIÈME jour de MARS, dans l'année de Notre-Seigneur mil neuf cent douze, et dans la deuxième année de Notre Règne.

Par ordre,

C. J. SIMARD,

Sous-secrétaire de la province

1211

Avis du Gouvernement

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatorzième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Sydney Gellen Hyman, courtier, de la cité de Brockville, Ont., Joseph Stephen Miller, courtier, Annie Petteway, épouse de Joseph Stephen Miller, Louis John Marler, courtier, et Charles Joseph Eugène Charbonneau, notaire, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

Aquérir par option, achat, louer et posséder autrement des immeubles ; construire des maisons d'habitation et toutes autres bâtisses sur tels immeubles ou sur aucune partie d'iceux ; vendre, louer, transporter, échanger tels immeubles ou aucune partie d'iceux, en disposer ou en faire le commerce autrement, et développer, subdiviser et tracer toute telle propriété et lots à bâtir, rues, ruelle, carrés ou autrement ;

Faire des avances au moyen de prêts aux acquéreurs ou locataires de toute partie des immeubles de la compagnie pour les fins de construction ou autres améliorations, et avec l'approbation de la majorité des actionnaires pour aider au moyen d'avances ou autrement à la construction et à l'entretien des chemins, rues, aqueducs, égouts et autres travaux d'amélioration calculés à rendre la propriété de la compagnie plus accessibles et pour augmenter sa valeur ;

Rivière aux Sables, on the west side of Saint Dominick street ; the east ward comprising the whole of the territory situate between the northern boundary of the municipality and between the Quebec & Lake Saint John Railway line and between the east side of Saint Dominick street on the eastern boundary of the municipality, the west ward comprises all the territory situate between the southern boundary of the municipality and the Quebec & Lake Saint John Railway line and between the east side of Saint Dominick street on the eastern boundary of the said municipality.

The nomination of candidates, at the first general election of the mayor and alderman of the said municipality shall take place on the second day of April, 1912, and the voting shall take place on the ninth day of April, 1912.

The returning officer of this first election shall be the secretary treasurer of the present village, Mr. J. Simon Tremblay.

The first general meeting of the council of the said municipality shall take place in the council room at Saint Dominique de Jonquières.

The council of the said municipality shall be composed of a mayor and eight aldermen.

There shall be two aldermen elected for each of the four wards above described and mentioned.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of Our said Province of Québec to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well Beloved the Honorable Sir FRANÇOIS LANGELE, Knight, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province of Québec, this EIGHTEENTH day of MARCH, 1912, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and twelve, and in the second year of Our Reign.

By command,

C. J. SIMARD,

Deputy Provincial Secretary.

1212

Government Notices

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Québec, bearing date the fourteenth day of March, 1912, incorporating Messrs. Sydney Gellen Hyman, broker, of the city of Brockville, Ontario, Joseph Stephen Miller, broker, Annie Pettaway, wife of Joseph Stephen Miller, Louis John Marler, broker, and Charles Joseph Eugène Charbonneau, notary, of the city of Montreal, for the following purposes :

To acquire by option, purchase, lease, or otherwise and to own real estate ; to construct dwelling houses and any other buildings upon such real estate or any part thereof ; to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such real estate or any portion thereof, and to develop, subdivide and lay out any such property in buildings lots, streets, lanes, squares or otherwise ;

To make advances by way of loans to purchasers or lessees of any part of the company's real estate for building purposes or other improvements, and with the approval of the majority of the shareholders to aid by way of advances or otherwise in the construction and maintenance of roads, streets, water works, sewers and other works of improvement calculated to render the company's property more assessable and to enhance its value ;

Acquérir et posséder ou autrement faire le commerce de stock, obligations, débetures, actions, inscriptions ou garanties de tout individu, gouvernement, état, possession, souverain ou autorité de toute compagnie incorporée ou non incorporée ;

Acquérir aucun des susdits placements par souscription originale, soumission, participation dans les syndicats ou autrement, soit acquittés ou non et faire les paiements d'iceux lorsqu'ils sont demandés, ou en avance de demandes ou autrement, les assumer ou souscrire conditionnellement ou autrement, changer les placements de la compagnie et en général vendre, échanger, mettre à profit aucun des biens de la compagnie, ou en disposer et en faire le commerce autrement ;

Offrir pour souscription publique ou autrement favoriser ou aider à placer aucun des susdits placements, donner toute garantie à tout tel placement acquis par l'entremise de la compagnie ou fait par icelle, recevoir les documents et valeurs pour la sûreté, transmission ou dépôt, agir comme agent pour toutes fins ;

Agir comme patrons, agents ou procureurs pour la vente de la propriété, les placements, manèment, prêt, paiement, hypothèques, obligations, billets, promesses par écrit et autres garanties ;

Faire les affaires de courtiers d'assurances et d'agents d'assurances ;

Acquérir, posséder et mettre en opération les affaires, franchise, entreprise, propriété, droits, privilèges, baux, contrats, immeubles, stock, biens et autres droits que la compagnie peut légalement acquérir en vertu d'icelles à une juste valeur d'iceux ;

Emettre des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens meubles et immeubles, droits ou autres biens acquis par la compagnie sous aucun titre ou pour services rendus par voie de promotion ou autrement ;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle, ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, ou s'amalgamer avec toute personne, société ou corporation faisant les affaires en tout ou en partie semblables à celles de cette compagnie, aux termes et conditions qui peuvent être jugés à propos, et en paiement de la considération d'icelles accepter de l'argent ou au lieu d'argent des actions acquittées et non sujettes à appel, obligations, débetures ou garanties ou autre propriété appartenant à la compagnie ;

Aucun pouvoir octroyé par les présentes sera limité ou restreint par l'application ou interprétation de tout autre pouvoir ainsi accordé ;

Faire toutes autres choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets ou aucun d'eux, et mettre en opération les susdits objets soit comme patrons, agents, courtiers ou autrement, sous le nom de "The Realty Loan and Investing Company of Canada, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux mille (2 000) actions de dix piastres (\$10.00) chacune.

La principale place d'affaires de la compagnie sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce 14^e jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1191

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14^e jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Arthur Talbot, marchand, Lorenzo Couture, commerçant, Arthur Fillion, gérant, Adolphe Lambert, contre-maître, J. Emile Fortin, médecin, de Robertsonville, dans les buts suivants :

Acheter et vendre du bois de construction et bois de toute sorte et en faire le commerce ;

To acquire and hold or otherwise deal with any stock, bonds, debentures, shares, scrip or securities of any individual, government, state, dominion, sovereign or authority of any company, incorporated or unincorporated ;

To acquire any such investments aforesaid by original subscription, tender, participation in syndicates or otherwise, and whether or not fully paid up and to make payments thereon as called upon, or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe to the same conditionally or otherwise, and to vary the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of deal with or turn to account any of the assets of the company ;

To offer for public subscription or otherwise aid or assist in placing any such investments aforesaid, to give any guarantee to any such investment acquired through or from the company, to receive documents and valuables for safe custody, transmission or deposit, to act as agent for all purposes ;

To act as principals, agents or attorneys, for the sale of property, the investment, handling, loan, payment, mortgages, bonds, bills, notes and other securities ;

To carry on the business of insurance brokers and insurance agents ;

To acquire and own, and operate any business, franchise, undertaking, property, rights, privileges, leases, contracts, real estate, stock, assets, and other rights which the company may lawfully acquire, by virtue hereof at a fair value thereof ;

To issue fully paid up and non-assessable shares, bonds or other securities of the company in payment or part payment of any real or personal property, right or other assets acquired by the company by any title or for services rendered by way of promotion or otherwise ;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem proper, or to amalgamate with an individual, firm or corporation carrying on business with objects altogether or in part similar to those of this company, on such terms and conditions as may be deemed advisable, and in payment of the consideration therefore to accept cash, or in lieu of cash, fully paid up and non assessable shares, bonds, debentures or securities or other property belonging to the company ;

No power herein granted shall be limited or restricted by the application or interpretation of any other power so granted ;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above or any of them, and to carry out the aforesaid objects either as principals, agents, brokers or otherwise, under the name of "The Realty Loan & Investing Company of Canada Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two thousand (2000) shares of ten dollars (\$10.00) each

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1192

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the 14th day of March, 1912, incorporating Messrs. Arthur Talbot, merchant, Lorenzo Couture, trader, Arthur Fillion, manager, Adolphe Lambert, foreman, J. Emile Fortin, physician, of Robertsonville, for the following purposes :

To purchase and sell lumber and wood of all kinds and deal in same ;

Etablir une manufacture ou manufactures dans les buts de manufacturer des fournitures de maisons, de bureau et autres de toute sorte ou nature quelconque et de les vendre et en disposer ;

Manufacturer toute espèce d'articles susceptibles d'être manufacturés avec du bois ;

Faire le commerce de bois, des déchets du bois et en disposer, conduire et établir des moulins dans le but de scier et manufacturer du bois et faire en général les affaires de bois et en disposer, posséder et acquérir tous les immeubles, limites, forêts et bâtisses par vente, bail ou autrement nécessaires pour les fins susdites, sous le nom de "La Compagnie de Meubles de Robertsonville Limitée", avec un capital de quarante-neuf mille neuf cent (\$49,900.00) piastres, divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) parts de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Robertsonville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1193

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huitième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Joseph Touzin, marchand, J. Gédéon René, comptable, Hector Bourbonnière, commis, Alphonse Demers, propriétaire, et Léon Gauvin, gérant, de la cité de Montréal, dans les buts suivants :

De faire le commerce de sable, de gravais et de minéraux en général ;

De louer, acheter, posséder, vendre, sous-louer barges, chalands, bateaux de toutes sortes, remorqueurs, bateaux-à-vapeur, machines, outils et accessoires nécessaires aux fins de commerce de la dite compagnie ;

D'acheter, louer, posséder, vendre et exploiter terrains, enclos, lots de grève, droits miniers, immeubles, propriétés et constructions pour les fins des affaires de la compagnie ;

De construire barges, chalands ou bateaux-à-vapeur ou à force motrice quelconque pour le transport de matériaux, fret ou articles se rapportant aux affaires de la compagnie ;

Produire, faire et exploiter tous genres de pouvoirs électriques pour les fins de commerce de la compagnie ;

De creuser, draguer, enlever et transporter, au moyen de dragues, bateaux-dragueurs, chalands ou autres machines ou bateaux de toutes sortes, les matériaux servant aux fins de commerce de la compagnie ;

Agir comme agent de compagnie ou compagnies, personne ou personnes engagées dans la fabrication et la vente d'appareils et accessoires nécessaires aux affaires de la compagnie ;

Se joindre à d'autres compagnies ayant un but semblable à celui-ci, vendre et disposer de tout ou en partie pour des considérations profitables à la compagnie, quand les directeurs jugeront convenable et en particulier des actions, stocks, débetures ou sûretés de toutes autres compagnies ayant des objets comme ci-haut ;

Se procurer, posséder, acheter et exploiter droits, goodwill, propriétés et actif, et assumer les responsabilités et dettes de tout ou en partie de personne ou personnes, compagnie ou compagnies, associations ou corporations maintenant ou plus tard engagées en tout ou en partie dans toutes les affaires que la compagnie est autorisée à faire ;

Donner et délivrer des parts payées de la compagnie en paiement de tout ou en partie de prix d'achat de toute propriété, immeubles, machineries, patentes ou droits, ou en paiement de services rendus et ouvrages faits pour la compagnie, et acheter bons, débetures, stocks, propriétés, actif de

To establish a factory or factories for the purposes of manufacturing house, office and other furnishings of any kind or nature whatsoever and sell and dispose of same ;

To manufacture any kind of articles susceptible of being manufactured with wood ;

To deal in lumber and waste lumber, and dispose thereof ;

To manage and establish mills for the purpose of sawing and manufacturing lumber and generally carry on the wood business and dispose of same ;

To hold and acquire any immovables, limits, forests and buildings by sale, lease or otherwise necessary for the aforesaid purposes, under the name of "La Compagnie de Meubles de Robertsonville, Limitée", with a capital of forty nine thousand nine hundred dollars (\$49,900.00), divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of business of the corporation, will be at Robertsonville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1194

Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eighth day of March, 1912, incorporating Messrs. Joseph Touzin, merchant, J. Gédéon René, accountant, Hector Bourbonnière, clerk, Alphonse Demers, proprietor, and Léon Gauvin, manager, of the city of Montreal, for the following purposes :

To deal in sand, gravel and ores in general ;

To lease, purchase, hold, sell, sublet barges, lighters, boats of all kinds, tow-boats, steam boats, machinery, tools and accessories necessary for the purposes of the business of the said company ;

To purchase, lease, hold, sell and exploit lands, enclosures, beach lots, minings rights, immovables, property and structures for the purposes of the business of the company ;

To build barges, lighters or steam or motor boats of any kind for the conveyance of materials, freight or articles in connection with the business of the company ;

To produce, manufacture and operate any kind of electric power for the purposes of the business of the company ;

To dig, dredge, remove and convey by means of dredging machines, dredges, lighters or other machinery or boats of all kinds, the materials used for the purposes of the business of the company ;

To act as agent of a company or companies, person or persons engaged in the manufacture and sale of apparatus and accessories necessary for the business of the company ;

To amalgamate with other companies having a similar purpose to that of this company, sell and dispose of in whole or in part for considerations profitable to the company, when the directors shall deem advisable, and in particular shares, stock, debentures or securities of any other companies having objects as aforesaid ;

To procure, hold, purchase and exploit the rights, goodwill, property and assets, and assume the responsibilities and debts in whole or in part of any person or persons, company or companies, associations or corporations now or hereafter engaged in whole or in part in any business that the company is authorized to carry on ;

To give and hand over paid up shares of the company in payment of the whole or part of the purchase price of any property, immovables, machinery, patents or rights, or in payment for services rendered and work done for the company, and purchase bonds, debentures, stock, property, assets of

personne ou personnes, compagnie ou compagnies ayant objet semblable à celui de cette compagnie;

Donner et délivrer des parts payées en paiement de tout ou en partie pour l'acquisition du commerce actuellement fait par Joseph Touzin, comprenant chalands dragueurs, engins, derricks, droits de grève et accessoires, sous le nom de "The Touzin Sand Company, Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en mille (1000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce huitième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1195

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14ème jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Edmond Fournier, forgeron, Louis St. Laurent, agent, Rosario Fournier, plombier, Alphonse Beaudet, agent voyageur, du village de Mont-Joli, et Téléphore Morais, fils, voyageur de commerce, de la paroisse de Saint-Fabien, dans les buts suivants :

Faire les affaires de marchands en gros et en détail, et plus spécialement le commerce en gros et en détail de bois de toute nature et de toute description, charbon ou autre combustible, de machines agricoles et instruments d'agriculture, machines pour les chemins, machines domestiques de toutes sortes, tel que moulins à coudre et autres, outils de ferme, machines à fabriquer la brique, moteurs et engins de toute sorte, et tous autres instruments, machines et outils de toute description, voitures d'été et d'hiver, automobiles, engrais chimiques, instruments de musique, fils de fer, broches à clôtures ou autres, tôle galvanisée ou à couverture, fer blanc, pierre brute et taillée, briques, marbres, appareils servant à produire de l'électricité, poêles, meubles, câble et corde de toute espèce, tuyaux, huiles, lampes, provisions de toutes espèces, ferronneries ;

Agir aussi comme agents généraux ou spéciaux, agents ou marchands à commission pour toute personne, société ou corporation manufacturant ou vendant en gros ou en détail aucun des objets, marchandises ou effets ci-dessus mentionnés ou autres semblables ;

Tirer, faire, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements et autres effets négociables et transportables ;

Acquérir des fonds de commerce, les vendre en bloc ou en détail, ou les liquider par encan ;

Acquérir, détenir, posséder, vendre, transférer, échanger, louer ou aliéner autrement des biens mobiliers ou immobiliers ;

Faire toute autre chose se rattachant à tous les objets ou fins ci-dessus ou propre à les faire atteindre, sous le nom de "La Compagnie de Transfert, Limitée", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera au village de Mont-Joli, district de Rimouski.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1201

Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Philémon" a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires d'assurance mutuelle contre le feu, la foudre et le vent, sur bâtisses situées sur des terres imposables dans la municipalité de Saint-Philémon.

any persons or persons, company or companies having a similar objects to that of this companies ;

To give and hand over paid up shares in whole or part payment for the acquisition of the business presently carried on by Joseph Touzin, comprising dredging lighters, engines, derricks, beach rights and accessories, under the name of "The Touzin Sand Company, Limited", with a total capital of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into one thousand (1000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this eighth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1196

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 14th day of March, 1912, incorporating Messrs. Edmond Fournier, blacksmith, Louis St. Laurent, agent, Rosario Fournier, plumber, Alphonse Beaudet, travelling agent, of the village of Mont Joli, and Téléphore Morais, junior, commercial traveller, of the parish of Saint Fabien, for the following purposes :

To carry on the business of wholesale and retail merchants, and more particularly the wholesale and retail business of lumber of every kind and description, coal or other combustible, agricultural machinery and farming implements, machinery for roads, domestic machinery of all kind, such as sewing machines and other, farming tools, machinery for making brick, motors and engines of every kind, and any other implements, machinery and tools of every description, summer and winter vehicles, automobiles, chemical fertilizers, musical instruments, iron wire, fence or other wire, galvanized iron roofing, tin, rough and cut stone, brick, marble, apparatus used to produce electricity, stoves, furniture, cables and rope of every kind, pipes, oil, lamps, provisions of all kinds, hardware ;

To act also as general or special agents, commission merchants or agents for any person, firm or corporation manufacturing or selling wholesale and retail any of the objects, merchandise or effects hereabove mentioned, or others similar ;

To draw, make, endorse, discount, execute and issue bills payable to order, bills of exchange, bills of lading and other negotiable and transferable instruments ;

To acquire stocks in trade, sell them in block or in retail, or liquidate same by auction ;

To acquire, hold, own, sell, transfer, exchange, lease or otherwise alienate moveable or immoveable property ;

To do all and everything in connection with any of the aforesaid objects or purposes, or proper for the attainment thereof, under the name of "La Compagnie de Transfert Limitée", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The chief place of the business of the corporation, will be in the village of Mont-Joli, district of Rimouski.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1202

Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Philémon" has been licensed and registered to transact the business of mutual insurance against fire, lightning and wind of buildings, situated upon taxable land within the municipality of Saint-Philémon.

Le principal bureau de la compagnie est à Saint-Philémon, comté de Bellechasse.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce quinzième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec

WILLIAM CHUBB.

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec.

1181

Avis est par le présent donné que "L'Union Mutuelle des Voyageurs de Commerce" a été licenciée et enregistrée pour faire les affaires d'une Association Mutuelle de Bienfaisance, dans cette province, dans le but de pourvoir et aider ses membres en cas de maladie ou accident, et à leurs héritiers en cas de décès.

Le principal bureau de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 S. R. P. Q., 1909, ce quatorzième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor.

Québec.

1169

Avis est par le présent donné que "The Lumber Insurance Company of New York" a été enregistrée pour faire les affaires d'assurance contre le feu, dans cette province.

Les nom et adresse du principal agent pour la province, est M. George H. White, Saint-Faustin, Qué.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce quinzième jour de mars 1912.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Branche des assurances,

Département du Trésor.

Québec.

1179

The head office of the company is at Saint Philémon, county of Bellechasse.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fifteenth day of March, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB.

Superintendent of insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Quebec.

1182

Notice is hereby given that "L'Union Mutuelle des Voyageurs de Commerce" has been licensed and registered to transact in this province, the business of a Mutual Benefit Society, for the purpose of providing assistance to its members in case of sickness or accident, and to their heirs in case of death.

The head office of the society is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fourteenth day of March, 1912.

For the Treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB.

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department,

Quebec.

1170

Notice is hereby given that "The Lumber Insurance Company of New York" has been registered to transact in this province the business of fire insurance.

The name and address of the chief agent for the province, is Mr. George H. White, Saint Faustin, Que.

Given pursuant to article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fifteenth day of March, 1912.

For the treasurer of the province of Quebec.

WILLIAM CHUBB.

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department.

Quebec.

1180

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF.

Québec, 12 mars 1912.

Présent : Le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en Conseil.

Il est ordonné que l'arrêté en conseil No 611, du 30 juillet 1909, sanctionnant un tarif de péage pour flottage de bois sur les tributaires de la rivière Mill Stream, et payable à la Chaleurs Bay Mills Co., soit amendé, et que les taux de péages suivants soient établis en faveur de la dite compagnie, sur tous bois qui ont été flottés depuis le 30 juillet 1909, ou qui le seront à l'avenir sur les mêmes tributaires, et ce, sous l'autorité de l'article 7,300 des S. R. P. Q., 1909, savoir :

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 12th March, 1912.

Present : The LIEUTENANT GOVERNOR in Council.

It is ordered that order in Council No 611, of the 30th July, 1909, sanctioning a tariff of tolls for the floating of timber on the tributaries of the Mill Stream river, and payable to the Chaleurs Bay Mills Co., be amended, and that the following tolls be established in favor of the said company on all timber floated from the 30th July, 1909, or that shall hereafter be floated on the same tributaries, and such, under the authority of article 7,300 of the R. S. P. Q., 1909, to wit :

Rivières. — Rivers.	Capt. Inv.—Cap. Inv.	7½ Capt. Inv. — 7½ Cap. Inv.	Coupeannuelle. — Annual cut.	Par mille pieds. — Per thou- sand feet.
Grosse Loutre—Big Otter.....	\$1,000 00 Surveillance—Supervision.	\$75 00 50 00		
		\$125 00	500,000 pds—ft	\$0 25
Petite Loutre—Little Otter....	\$ 791 00	\$59 32	1,000,000 pds— feet.	\$0.05-93/100
Crique la Mite—Metha Brook..	700 00	52 50	135,000 pds—ft	\$0.38-80/100

GUSTAVE GRENIER,

Greffier Conseil Exécutif.—Clerk of the Executive Council.

Le document, publié le 16 mars, relativement à ce tarif de péage, est nul et est remplacé par celui ci-haut.—The document published on the 16th March, regarding this tariff of tolls, is null and replaced by the one above mentioned.

G. R.

1197-98

Québec, 28 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par J. A. Sigouin, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la ville de Saint-Jérôme, comté de Terrebonne, district de Terrebonne, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feus Louis de Gonzague Lachaine, J. A. Hervieux et J. B. D. Villemure, en vertu des dispositions du code du notariat. 939.4

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 13 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591, des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Low, comté d'Ottawa, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton de Low, les Nos 1 à 25, inclusivement, du 1er rang; les lots Nos 1 à 33, inclusivement, et le lot No. 35, du 2ème rang, les lots Nos 1 à 25, inclusivement, du 3ème rang, et d'ériger tout ce territoire en municipalité scolaire distincte sous le nom de Killarney. 1141.2

4154.11

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 14 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Onslow sud, comté de Pontiac, les biens-fonds ayant au cadastre officiel du canton Onslow, la demi nord du lot No 12, et la demi ouest de la demi nord du lot No 13, du 5ème rang, contenant en tout 150 acres en superficie, et d'annexer ce territoire à celle de Onslow centre, dans le même comté. 1157.2

No. 352.11

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 13 Mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Spalding, comté de Beauce, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Spalding, les Nos. 1 à 13, inclusivement, du 1er rang, et de les annexer à celle de Saint-Samuel de Gayhurst, même comté. 1143.2

Québec, 17 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par M. J. E. Marcil, notaire public, pratiquant et demeurant en la cité de Montréal, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu Félix Rieutord, en son vivant, notaire public, pratiquant à Montréal, conformément aux dispositions du code du notariat.

897.4

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 17 février 1912.

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Edouard Archambault, écuyer, notaire public, pratiquant et demeurant à Saint-Denis, dans le comté de Saint-Hyacinthe, par laquelle il demande le transfert en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu A. M. Archambault, en son vivant, notaire public, pratiquant à St-Antoine, comté de Verchères, conformément aux dispositions du code du notariat.

895.4

C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Québec, 28th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by J. A. Sigouin, esquire, notary public, residing and practising in the town of Saint Jerome, county of Terrebonne, district of Terrebonne, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Louis de Gonzague Lachaine, J. A. Hervieux and J. B. D. Villemure, in accordance with the provisions of the notarial code. 940

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 13th March, 1912.

Conformably with article 2591 R. S. P. Q., the Superintendent of Public Instruction hereby gives notice that application has been made to him to detach from the school municipality of Low, the lots bearing on the official cadastre of the Township of Low, in the county of Ottawa, nos. 1 à 25, inclusively, of the first range; Nos. 1 to 33, inclusively, and lot 35 of the second range; and Nos. 1 to 23, inclusively, in the third range, and to erect the said territory into a separate school municipality under the name of Killarney. 1142

4154.11

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 14th March, 1912.

Conformably with article 2591 R. S. P. Q., 1909, the Superintendent of Public Instruction hereby gives notice that application has been made to him to detach the north half of lot 12, and the west half of north half of lot 13, in the fifth range of Onslow, containing in all one hundred and fifty acres, from the school municipality of South Onslow, Pontiac county, and to annex it to the school municipality of Centre Onslow, same county. 1158

No. 4352.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 13th March, 1912.

Conformably with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the Superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school Municipality of Spalding, county of Beauce, the lots bearing on the official cadastre of the township Spalding, the Nos. 1 to 13 inclusively, of the 1st range, and to annex same to that of Saint Samuel de Gayhurst, same county. 1144

Québec, 17th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, by J. E. Marcil, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late Félix Rieutord, in his lifetime notary public, practising at Montréal, in accordance with the provisions of the notarial code.

898

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary

Québec, 17th February, 1912.

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, by Edouard Archambault, esquire, notary public, practising and residing at Saint-Denis, in the county of Saint-Hyacinthe, by which he ask for the transfer in his favor of the minutes, repertory and index of the late A. M. Archambault, in his lifetime notary public, practising at Saint Antoine, county of Verchères, in the accordance with the provisions of the Notarial Code.

896

C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary.

No 375.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 7 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant d'annexer à la municipalité scolaire de Saint-Honoré, comté de Témiscouata, les biens fonds ayant au cadastre officiel du canton Demers, les Nos 8 à 15 inclusivement, du 6ième rang, les Nos 14 à 25 inclusivement, du 7ième rang, les Nos 20 à 25 inclusivement, du 8ième rang, et le lot No 25 du 9ième rang, qui n'appartiennent à aucune municipalité scolaire.

1059.2

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du premier jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Odilon St. Hilaire, commerçant, de Beauce Junction, Joseph Diogène Drouin, commerçant, de Saints-Anges, Alphonse Picard, cultivateur, de Beauce Junction, Agénard St. Hilaire, cultivateur, de Saints-Anges, Félix Drouin, commis voyageur, de Beauce Junction, et Hervey Perreault, cultivateur, de Saints-Anges, dans les buts suivants :

Scier, couper, manufacturer le bois de toutes manières ; acheter et vendre le dit bois ; faire le commerce du bois en général ; acheter et vendre des limites et droits de coupe de bois ; acheter et vendre, posséder tous meubles et immeubles pour toutes fins concernant le dit commerce de bois, faire le flottage du bois ; acheter et vendre le bois, le bois debout, le faire scier et couper, corder, charroyer, faire toutes opérations nécessaires, utiles ou jugées telles par la dite compagnie relativement au commerce et à la manufacture du bois de toutes sortes même pour le bois de pulpe ; ou louer tout ce que vos requérants désirent acheter ou vendre susdit, comme locateur ou locataire ;

Emprunter de l'argent et hypothéquer les immeubles et engager la propriété immobilière de la compagnie pour garantir tout argent emprunté ;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, débiteures et autres instruments négociables ou transférables, sous le nom de "The Canadian Lumber & Pulp Company", avec un capital de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Sainte-Sabine Station, comté de Bellechasse.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1077.2

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 7e jour de mars 1912, constituant en corporation MM. Antoine Ovila Bélanger, hôtelier, Alfred Bélanger, constructeur de moulins, Leeman Howard, cultivateur, George Mortimer Cummings, agent, tous de Papineauville, district d'Ottawa, Joseph Albert Bélanger, de Saint-Polycarpe, district de Montréal, commis de banque, dans les buts suivants :

Acheter, vendre, tenir, posséder, améliorer des patentes de toute sorte octroyées en Canada ou pays étrangers pour toute invention quelconque et en faire le commerce, manufacturer tous objets, marchandises et effets suivant les spécifications de telles patentes ou patentes améliorées ou droits de patentes, et acheter tous matériaux bruts de bois, cuivre ou fer ou tous autres métaux ;

Construire et mettre en opération une fonderie ou des fonderies ;

Faire les affaires de moulin à scier et à raboter le

No. 375.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 7th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to annex to the school municipality of Saint Honoré, county of Témiscouata, the lots bearing on the official cadastre of the township Demers, the Nos. 8 to 15 inclusively, of the 6th range, the Nos. 14 to 25 inclusively, of the 7th range, the Nos. 20 to 25 inclusively, of the 8th range, and lot No 25, of the 9th range, which do not belong to any school municipality.

1060

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 1st day of March, 1912, incorporating Messrs. Odilon St. Hilaire, trader, of Beauce Junction, Joseph Diogène Drouin, trader, of Saints-Anges, Alphonse Picard, farmer, of Beauce Junction, Agénard St. Hilaire, farmer, of Saints-Anges, Felix Drouin, commercial traveller, of Beauce Junction, and Hervey Perrault, farmer, of Saints-Anges, for the following purposes :

To saw, cut, manufacture lumber in any manner ; to purchase and sell the said lumber ; to deal in lumber generally ; to purchase and sell timber limits and the rights to cut timber ; to purchase and sell, hold any moveables and immoveables for any purposes relating to the said lumber business ; to carry on the floating of timber ; purchase and sell lumber, standing timber, and saw, cut, cord and take away the same ; to carry on any operations necessary, useful or deemed such by the said company in connection with the business and manufacture of lumber of all kinds even of pulpwood ; or lease anything your petitioners desire to purchase or sell aforesaid, as tenant or lessee ;

To borrow money and hypothecate the immoveables and pledge the immoveable property of the company as security for any sums borrowed ;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, debentures and other negotiable and transferable instruments, under the name of "The Canadian Lumber and Pulp Company", with a capital of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Sainte Sabine Station, county of Bellechasse.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this 1st day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1078

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 7th day of March, 1912, incorporating Messrs. Antoine Ovila Bélanger, hotelkeeper, Alfred Bélanger, millwright, Leeman Howard, farmer, George Mortimer Cummings, agent, all of Papineauville, district of Ottawa, Joseph Albert Bélanger, of Saint Polycarpe, district of Montreal, bank clerk, for the following purposes :

To buy, sell, hold, own, improve and deal in patents of any kind granted in Canada or foreign countries for any invention whatsoever, manufacture any goods, merchandise and effects according to the specifications of such patents or improve patents or patent rights and to buy any raw materials of wood, brass or iron or of any other metals ;

To build and operate foundry or foundries ;

To carry on the business of a lumber saw and

bois et manufacturer le bois et objets en bois et construire et mettre en opération des machines, magasins, manufacture de chassais et portes, et acheter, posséder, tenir, vendre des limites à bois, bois de construction et bois de toute sorte et en faire le commerce, et manufacturer les articles dans lesquels le bois de charpente ou bois sont requis ou peuvent être utilisés ;

Acq érir, acheter et posséder des meubles et immeubles pour les fins de ses affaires et les vendre, aliéner, échanger ou louer ;

Et en particulier sans limitation en général des susdits mots de construire, bâtir et mettre en opération des moulins à bois et engager dans la manufacture et vente d'aucun et tous les produits de la forêt ; ou aucun produit dans lequel le bois de construction et bois de charpente ou tous matériaux employés dans la manufacture de bois de construction ou bois de charpente sont employés, sous le nom de "The Canadian New Invention Improvement and Manufacturing, Limited", avec un capital total de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en huit cents (800) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Papineauville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1081. 2

Sous secrétaire de la province.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du deuxième jour de mars 1912, constituant en corporation M.M. Joseph Hercule Godbout, commerçant, de Miquelon Siding, Donat Oscar Edouard Denault, marchand, André Veilleux, comptable, Lionel Forest, avocat, Joseph Moïse Nault, commerçant, de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants :

Faire le commerce de marchandises sèches en général, et de meubles en général, de groceries, de provisions, grains, farine, son, gruau, moulée et autres produits de la fabrication des grains, fer et ferronnerie, etc., bottes, bottines, claques et des produits du cuir en général, faire le commerce général de tous produits de la ferme et de manufacture en général, les acheter, les vendre, les échanger, les manufacturer, les emmagasiner, et en faire le commerce général en gros et en détail.

Acquérir, construire, ériger, entretenir, louer et exploiter tous fonds de commerce, matériels, marchandises, équipements et appareils, manufactures, batisses et constructions nécessaires et convenables aux fins de la compagnie ;

Exercer, acquérir, vendre et exploiter, louer, et à cette fin acquérir des brevets d'invention, licences, procédés secrets, les utiliser et exploiter des permis à leur sujet ;

Construire, acquérir, louer et exploiter des moulins à farine, des entrepôts, des élévateurs à grains ;

Exercer l'industrie de l'exploitation du bois et du commerce du bois dans toutes ses spécialités, et de tout autre commerce s'y rattachant, y compris l'achat, la vente et le commerce de toutes sortes de bois, sciés et équarris, et abattus, et de tous les autres produits de la forêt en général ; exercer dans toutes ses spécialités l'industrie de manufacturer et de marchand de bois, de billes et de bois de constructions et de services, et de l'industrie du bois en général ;

Acquérir par achat, bail échange ou autrement, et détenir des terres, concessions forestières, ou coupes de bois, lots de grève, et toutes terres à bois en général ;

Acheter, acquérir, arrenter, posséder, ériger, équiper, entretenir et exploiter des scieries, moulins, manufactures de bois, pulpe, papier ;

Faire les opérations d'une compagnie d'immeubles, avec la faculté d'acheter, vendre, posséder, développer, améliorer, cultiver des terres terrains, les diviser en lots à bâtir et y ériger des maisons,

planing miller and manufacturer of lumber and woodenware and to build and operate machine, shops, sash and door factory and buy, own, hold, sell and deal in timber limits ; lumber and wood of all kinds and manufacture articles in the making of which timber or wood is required, or can be utilized ;

To acquire, purchase and hold moveable and immoveable property for the purpose of its business and sell, alienate, exchange or lease the same ;

And in particular without limiting the generality of the foregoing words to construct, build and operate lumber mills and engage in the manufacture and sale of any and all products of the forest or any product in which lumber and timber or any material used in the manufacture of lumber or timber is employed, under the name of "The Canadian New Invention Improvement and Manufacturing Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into eight hundred (800) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Papineauville

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1082

Deputy Provincial Secretary,

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of March, 1912, incorporating MM. Joseph Hercule Godbout, trader, of Miquelon Siding, Donat Oscar Edouard Denault, merchant, André Veilleux, accountant, Lionel Forest, advocate, Joseph Moïse Nault, trader, of the city of Sherbrooke, for the following purposes :

To deal in dry goods and furniture generally, groceries, provisions, grain, flour, bran, meal, grit and other products made from grain, iron and hardware, etc., boots, rubbers and the products of leather generally, to deal generally in all products of the farm and in all manufactured goods, and purchase, sell, exchange, manufacture, store, and deal generally wholesale and retail in same ;

To acquire, construct, erect, maintain, lease and exploit any business, materials, merchandise, equipment and apparatus, factories, buildings and structures necessary and suitable for the purposes of the company ;

To exercise, acquire, sell and exploit, lease, and for such purpose acquire patents of invention, licenses, secret processes, utilize and exploit permits respecting same ;

To construct, acquire, lease and operate flour mills, warehouses, grain elevators ;

To carry on the business of operating and dealing in lumber in all its branches, and any other business connected therewith, including the purchase, sale and commerce of all kinds of lumber, sawn, square and round, and of all other products of the forest in general ; to exercise in all other products of the forest in general ; to exercise in all its branches the business of manufacturer of and dealer in wood, logs, lumber, timber, and the lumber business generally ;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise, and hold lands, forestry concessions or timber cuts, shore lots, and any wooded lands in general.

To purchase, acquire, rent, hold, erect, equip, maintain and operate saw-mills, mills, lumber, pulp and paper factories.

To carry on the business of a real estate company with the power to purchase, sell, hold, develop, improve, cultivate lands and lots, divide same into building lots and erect thereon houses, store , c

magasins manufactures, les louer, les vendre, les échanger, les hypothéquer, pour le bénéfice de la compagnie ;

Acheter, vendre, louer, développer des forces hydrauliques, aqueducs, forces électriques et autres, les fournir pour des fins d'éclairage, de chauffage, de force motrice, dans le comté d'Ottawa, district d'Ottawa, pourvu que les pouvoirs ci-dessus soient assujettis aux lois et règlements provinciaux et municipaux, lorsqu'ils seront exercés en dehors des propriétés de la compagnie ;

Acquérir par achat ou autrement des actions, obligations ou toute autre compagnie, société ou individus exerçant une industrie que la présente compagnie est autorisée à exercer, les payer en actions ou débentures de la présente compagnie et se fusionner avec elle ;

Acquérir comme industrie active la totalité ou une partie des biens meubles ou immeubles et y compris la clientèle comme marchand de bois et marchand général, exercés et possédés actuellement par Godbout & Dion, commerçants, de Miquelon Siding, dans le district d'Ottawa ;

Prêter de l'argent sur billets ou instruments négociables, ou hypothèques, aux personnes qui font affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des obligations des ces personnes.

Tirer, faire, accepter et endosser, escompter, exécuter et signer des billets à ordre ou au porteur, ou autres instruments négociables ou non ; ainsi que donner, consentir et recevoir des hypothèques et obligations.

Faire toutes autres choses propres à atteindre les fins plus haut mentionnées, sous le nom de "Canton Boyer Land and Lumber Company Limited", avec un capital total de quarante neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Miquelon Siding, district d'Ottawa.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce deuxième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1131.2 Sous-secrétaire de la province.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS DU CONSEIL LEGISLATIF.

Relatifs aux avis de Bill Privés

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social ; incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le re-arpentage de tout canton, signe ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers du pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société ; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte intérieur, — exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré pour la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais dans un autre publié en français, dans le district

tories, and lease, sell, exchange, hypothecate same for the benefit of the company ;

To purchase, sell, lease, develop hydraulic power, aqueducts, electric energy and other, and supply same for the purposes of heating, lighting and motive power, in the county of Ottawa, district of Ottawa, provided that the hereabove powers be subject to the provincial and municipal laws and regulations, when exercised outside of the property of the company ;

To acquire by purchase or otherwise the stock, debentures of any other company, firm or person carrying on a business that this company is authorized to carry on, and pay for same in stock or debentures of this company and amalgamate with such ;

To acquire as a going concern the whole or a part of the real or personal property including the custom as lumber and general merchants presently exercised and held by Godbout & Dion, traders, of Miquelon Siding, in the district of Ottawa ;

To loan money on notes or negotiable instruments or hypothecs to persons carrying on business with the company and guarantee the execution of the obligations of such persons .

To draw, make, accept and endorse, discount execute and sign notes payable to order or to bearer or other negotiable instruments or not, and also to give, assent to and received hypothecs and obligations.

To do all and every such thing as are proper to attain the purposes above mentioned, under the name of "Canton Boyer Land and Lumber Company, Limited" with a total capital of forty-nine thousand dollars (49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The chief place of the business of the corporation, will be at Miquelon Siding, district of Ottawa.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this second day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1132 Deputy Provincial Secretary.

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS OF THE LEGISLATIVE COUNCIL

Relating to notices for Private Bills.

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbor, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city town, village or other municipality, the levying of any local assessment the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices ; the regulation or any common the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act, — shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz :

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one news paper in the english, and one newspaper in the

auquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session récéder de la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et les frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passation devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de la seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

R. CAMPBELL,

919

G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bill privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la

french language in the district affected, or in both languages, if there but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall up giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect a drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending private bills giving an exclusive privilege or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public, accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file at the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended: and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend any act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

R. CAMPBELL,

920

C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Québec within the purview of "The British North America Act 1867," whether for the erection of

construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un ramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations latentes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle* de Québec, en anglais et en français, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

Dans chacun de ces cas, cet avis doit être republié sans interruption, pendant au moins un mois, sans intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elle réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou ces lettres patentes doit y être annexée.

2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer [ou de compagnies d'assurance], ne doivent contenir, en sus de clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer [ou à la loi des assurances de Québec], suivant la circonstance; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydrau-

Bridge; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line; the construction of improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other like work; the granting of a right of Ferry; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality; the levying of any local Assessment; the division of any Municipality or any County for purposes other than that of the representation in the Legislature; the removal the site of a County Town or of any local Offices, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter wherein which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular class of the community; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2 Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, [or of Insurance Companies], shall contain in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railway [or the Quebec Insurance Act], as the case may be; but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred,

ique devront spécifier clairement les privilèges péciaux à elles conférés, ainsi que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

5. Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, d'architecte, d'ingénieur civil, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre indiquant en quel il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur, doit déposer entre les mains du greffier, quinze jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinq cents exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centimes par page pour la correction et la révision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et verser le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé.

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins quinze jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers cinq jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone ou d'éclairage, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de

with the names of the places in which they are to be exercised

Plans showing the routes of such Railways turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, architect, civil engineer, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desires to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee.

"5a. All copies of Private Bills deposited to the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws.

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expenses.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of any existing Act, shall deposit with the Clerk of the House, fifteen days before the opening of the Session a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, at a rate of \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least fifteen days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first five days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or to amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the const-

ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

921 L. P. GEOFFRION,
Greffier de l'Assemblée Législative.

ERRATUM.

Page 651, 16 mars, No 859-60, shérif de Saint-François, ce document a été inséré par erreur, il est nul. 1253

Demande à la Legislature

Avis public est par les présentes donné que demande sera faite à la législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi érigeant les habitants du territoire de la paroisse canonique de Saint-Louis de Courville en municipalité distincte, pour les fins municipales pourvoyant à l'élection des conseillers au scrutin secret, et pour autres fins.

L. A. CANNON,
Procureur des requérants.
Québec, 12 janvier 1912. 947.4

Avis Divers

Province de Québec, {
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dame Alice Lemieux, des cité et district de Montréal, épouse de Donat Ouellette, bourgeois, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Donat Ouellet, bourgeois, du même lieu; Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 6 mars 1912.

JALBERT PILON,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 6 mars 1912. 1067.2

Province de Québec, {
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
Dame Gertrude Mabel Smith, épouse de Alby W. Wheeler, du canton de Eaton, dans le district de Saint-François, commerçant, Demanderesse;

vs

Le dit Alby W. Wheeler, Défendeur.
Une action en séparation de biens contre le défendeur a été instituée dans cette cause, le 6e jour de mars 1912.

CATE, WELLS & WHITE,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 6 mars 1912. 1061.2

Province de Québec, {
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 118.

Dame Fanny Kindelston, de la ville de Montmagny, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son mari, Charles Kleiner, marchand, du même lieu.

MAURICE ROUSSEAU,
Procureur de la demanderesse.
Montmagny, 22 février 1912. 981.3

litation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

922 L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Legislative Assembly.

ERRATUM.

Page 651, 16th March, No. 859-60, sheriff of Saint Francis, the said document has been inserted in error and is void. 1254

Application to the Legislature

Public notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an act erecting the inhabitants of the canonical parish of Saint Louis de Courville into a separate municipality, for the municipal purposes providing for the election of the councillors by secret ballot, and for other purposes.

L. A. CANNON,
Attorney for petitioners.
Quebec, 12th January. 1912. 948

Miscellaneous Notices

Province of Quebec, {
District of Montreal. } *Superior Court.*
Dame Alice Lemieux, of the city and district of Montreal, wife of Donat Ouellette, yeoman, of the same place, duly authorized to ester in justice, Plaintiff;

vs

The said Donat Ouellette, yeoman, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been taken in this case, on the 6th of March, 1912.

JALBERT PILON,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 6 March, 1912. 1068

Province of Quebec, {
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
Dame Gertrude Mabel Smith, wife of Alby W. Wheeler, of the township of Eaton, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff;

vs

The said Alby W. Wheeler, Defendant.
An action for separation as to property against the defendant has been instituted in this cause, on the 6th day of March, 1912.

CATE, WELLS & WHITE,
Attorneys for plaintiff.
Sherbrooke, 6th March, 1912. 1062

Province of Quebec, {
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 118.

Dame Fanny Kindelston, of the town of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband, Charles Kleiner, of the same place, merchant.

MAURICE ROUSSEAU,
Attorney for plaintiff.
Montmagny, 22nd February, 1912. 982

Province de Québec, }
District de Joliette. } *Cour Supérieure.*
No 6144.

Dame Elodia Lamarche, de la paroisse de Saint-Alexis, dans le district de Joliette, épouse d'Alcide Roy, briquilleur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs

Le dit Alcide Roy, du même lieu,

Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée, ce jour.

ERNEST HEBERT,

Avocat de la demanderesse.

Joliette, 22 février 1912. 975.3

Province de Québec, district des Trois-Rivières, No 365. Dame Clara Leblanc, de la cité des Trois-Rivières, épouse commune en biens de Alphonse Dureau, restaurateur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a institué, ce jour, une action en séparation de corps et de biens contre le dit Alphonse Dureau, son époux. Trois-Rivières, ce 4 mars 1912. Desilets & Desilets, procureurs de la demanderesse. 1085.2

Province de Québec.—District de Saint-François.—No 941.—Dame Winnifred P. Coates, épouse de Martin H. Olson, du canton de Marston, dit district, commerçant de bois, autorisée à ester en justice, a intenté, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari. Sherbrooke, le 28 février 1912. J. Nicol, procureur de la demanderesse. 1023.3

C. S. No 1794, Floride Bélanger a, ce jour institué une action en séparation de biens contre Joseph Pruneau. Québec, 22 février 1912. Drouin, Drouin & Drouin. 945.4

Province de Québec, }
District de Montmagny. } *Cour Supérieure.*
No 111.

Dame Obéline Dion, de la paroisse du Cap Saint-Ignace, district de Montmagny, a, ce jour, instituée une action en séparation de corps et de biens contre son mari, Joseph Lemieux, cultivateur, ci-devant du même lieu, et maintenant de la paroisse de Saint-Thomas.

MAURICE ROUSSEAU,

Procureur de la demanderesse.

Montmagny, 12 février 1912. 979.3

Province de Québec, }
District de Saint-François. } *Cour Supérieure.*
No 937.

Dame Fimina Jutras, de la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, épouse commune en biens de Henri Cardinal, ouvrier, de la dite cité, a, le vingt-sixième jour de février mil neuf cent douze, institué une action en séparation de corps et de biens contre son dit époux.

PANNETON & LEBLANC,

Procureurs de la demanderesse.

Sherbrooke, 29 février 1912. 977.3

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 4050.

Dame Florence Mabel Love, de la cité de Montréal, épouse commune en biens de George Frederick Cowper, du même lieu, voyageur et agent, Demanderesse ;

vs

Le dit George Frederick Cowper, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans ce te cause, le 29 février 1912.

PATTERSON & JENKINS,

Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 29 février 1912. 975.3

Province of Quebec, }
District of Joliette. } *Superior Court.*
No. 6144.

Dame Elodia Lamarche, of the parish of Saint Alexis, in the district of Joliette, wife of Alcide Roy, bricklayer, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs

The said Alcide Roy, of the same place,

Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day.

ERNEST HEBERT,

Attorney, for plaintiff.

Joliette, 22nd February, 1912. 974

Province of Quebec, district of Three Rivers, No. 365. Dame Clara Leblanc, wife common as to property of Alphonse Dureau, eating house keeper, of the city of Three Rivers, judicially authorized to "ester en justice", has instituted, to day, an action for separation as to property and from bed and board against the said Alphonse Dureau, her husband. Three Rivers, 4th March, 1912. Desilets & Desilets, attorneys for plaintiff. 1086

Province of Quebec.—District of Saint Francis.—No. 941.—Dame Winnifred P. Coates, wife of Martin H. Olson, of the township of Marston, said district, wood dealer, authorized "à ester en justice", has, this day, instituted an action for separation as to property against her husband. Sherbrooke, 28th February, 1912. J. Nicol, attorney for plaintiff. 1024

S. C. No. 1794, Floride Belanger, has, this day, instituted an action for separation as to property against Joseph Pruneau. Quebec, 22nd February, 1912. Drouin, Drouin & Drouin. 946

Province of Quebec, }
District of Montmagny. } *Superior Court.*
No. 111.

Dame Obéline Dion, of the parish of Cap Saint Ignace, district of Montmagny, has, this day, instituted an action for separation as to property and bed and board against her husband, Joseph Lemieux, farmer, heretofore of the same place and now of the parish of Saint Thomas.

MAURICE ROUSSEAU,

Attorney of plaintiff.

Montmagny, 12th February, 1912. 980

Province of Quebec, }
District of Saint Francis. } *Superior Court.*
No. 937.

Dame Fimina Jutras, of the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, wife "commune en biens" of Henri Cardinal, carpenter, of the said place, has, on the 26th day of February, one thousand nine hundred and twelve, instituted an action for separation from bed and board and property against her said husband.

PANNETON & LEBLANC,

Attorneys for plaintiff.

Sherbrooke, 29th February, 1912. 978

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 4050.

Dame Florence Mabel Love, of the city of Montreal, wife common as to property of George Frederick Cowper, of the same place, traveller and agent, Plaintiff ;

vs

The said George Frederick Cowper, Defendant.

An action in separation as to property was instituted in this cause, 29th February, 1912.

PATTERSON & JENKINS,

Attorneys for plaintiff.

Montreal, 29th February, 1912. 976

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1925.

Dame Eulalie Robert, épouse commune en biens de Joseph Potvin, menuisier, tous deux des cités et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit Joseph Potvin, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 février 1912.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET & GENEST,
Avocats de la demanderesse.
Montréal, 15 février 1912. 911.4

Cour Supérieure.—Montréal.
No 2835.

Dame Rose Délina Ricard, de la cité de Montréal, dit district, épouse commune en biens de Francisco A. Tucci alias Frank Touchy, contre-maître, du même lieu, Demanderesse, judiciairement autorisée à ester en justice ; vs le dit Francisco A. Tucci alias Frank Touchy, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

E. D. TETREAU,
Avocat de la requérante
Montréal, 25 novembre 1911. 797.5

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1573.

Avis est par les présentes donné que Dame Wiltrez Lachance, de la ville de Verdun, dans le district de Montréal, épouse commune en biens de Lucien Germain, entrepreneur, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DE LORIMIER,
Avocat de la demanderesse.
Montréal, 16 février 1912. 853.5

Province of Quebec.
District of Rimouski.—*Cour Supérieure.*—No 4502.—Dame Marie Chouinard, épouse commune en biens de Léon Pelletier, de la paroisse de Sainte-Angèle de Méridi, ci-devant marchand, dûment autorisée à ester en justice, a pris, ce jour, une action en séparation de biens contre son mari.

ASSELIN & ASSELIN,
Procureurs de la demanderesse.
Rimouski, 30 janvier 1912. 923.4

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 3187.

Dame Marie Louise Ratelle, des cités et district de Montréal, épouse de J. Hormisdas Picard, barbier, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse ;

vs
Le dit J. Hormisdas Picard, Défendeur.
Une action en séparation de biens a été intentée, le 24^e jour de février 1912.

DUSSAULT, MERCIER & DUPUIS,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 27 février 1912. 925.4

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de M. Steinberg, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1925.

Dame Eulalie Robert, wife common as to property of Joseph Potvin, joiner, both of the city and district of Montreal and duly authorized to ester en justice, Plaintiff ;

vs
The said Joseph Potvin, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 15th of February, 1912.

PERRON, TASCHEREAU,
RINFRET & GENEST,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 15th February, 1912 912

Superior Court.—Montreal.
No. 2835.

Dame Rose Délina Ricard, of the city of Montreal, said district, wife common as to property of Francisco A. Tucci alias Frank Touchy, foreman, of the same place, Plaintiff judicially authorized to ester en justice, vs the said Francisco A. Tucci alias Frank Touchy, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted this day.

E. D. TETREAU,
Attorney for petitioner.
Montreal, 25th November, 1911. 798

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1573.

Notice is hereby given that Dame Wiltrez Lachance, of the town of Verdun, in the district of Montreal, wife common as to property of Lucien Germain, of the same place, contractor, duly authorized to ester en justice, has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DE LORIMIER,
Attorney for plaintiff.
Montreal, 16th February, 1912. 854

Province of Quebec
District of Rimouski.—*Superior Court.*—No. 4502.—Dame Marie Chouinard, wife common as to property of Leon Pelletier, heretofore merchant, of the parish of Sainte Angèle de Méridi, duly authorized "à ester en justice", has, this day, taken an action for separation as to property against her husband.

ASSELIN & ASSELIN,
Attorneys for plaintiff.
Rimouski, 30th January, 1912. 924

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 3187.

Dame Marie Louise Ratelle, of the city and district of Montreal, wife of J. Hormisdas Picard, barber, of the city and district of Montreal, duly authorised to sue in law, Plaintiff ;

vs
The said J. Hormisdas Picard, Defendant.
An action in separation as to property has been instituted in this case, the 24th day of February.

DUSSAULT, MERCIER & DUPUIS,
Attorneys for plaintiff.
Montréal, 27th February, 1911. 926

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
In the matter of M. Steinberg, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, which

cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 9 avril 1912, le et après laquelle date les dividendes seront payables au bureau de soussignés.

WILKS & BURNETT,
Curateurs conjoints.

Bureau de Wilks & Burnett,
Montreal, 23 mars 1912. 1225

Province de Québec, }
District de Gaspé. }
Dans l'affaire de Charles Brien, ci-devant de Gaspé Harbour, dans le comté de Gaspé, manufacturier de bois, Insolvent.
Avis est par le présent donné que j'ai été, ce jour, nommé gardien provisoire de la propriété du dit insolvable.

JAS. T. TUZO,
Gardien provisoire.

Percé, P. Q., 9 mars 1912. 1187

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 4454.

Dans l'affaire de Emile Beaulieu, marchand et forgeron, Saint-Valérien, Insolvent.
Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, qu'il sera sujet à objection jusqu'au 25 mars 1912, alors qu'il sera payable à notre bureau.

LaRUE & TRUDEL,
Curateurs.

93, rue Saint-Pierre, Québec. 1173

District de Québec.

Dans l'affaire de " Dominion Produce & Grain Co. ", marchand de provisions, Québec, Insolvent.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 30 mars courant.

Ce dividende sera payable à notre bureau le ou après le 1er avril 1912.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau : 101, rue Saint-Pierre.
Québec, 12 mars 1912. 1175

District de Rimouski.

Dans l'affaire de C. A. Bouchard & Cie., Cedar Hall, Insolventes.

En vertu d'un ordre de la cour, en date du 16 mars 1912, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 20 mars 1912. 1213

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 69.

En vertu de l'acte de liquidation.

Dans l'affaire de Dignard, Limitée,
et En liquidation ;

François X. Bilodeau, Liquidateur.

Un bordereau supplémentaire et final de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à mon bureau à partir du 9 avril 1912, aux créanciers colloqués.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant la date susmentionnée.

F. X. BILODEAU,
Liquidateur.

15, rue Saint-Jacques, Montréal.
Montréal, 14 mars 1912. 1231

will be open to objection until 9th April, 1912, on and after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

WILKS & BURNETT,
Joint curators.

Office of Wilks & Burnett.
Montreal, 23rd March, 1912. 1226

Province of Quebec, }
District of Gaspé. }
In the matter of Charles Brien, heretofore of Gaspé Harbour, in the county of Gaspé, lumber manufacturer, Insolvent.
Notice is hereby given that I have, this day, been appointed provisional guardian to the property of the said insolvent.

JAS. T. TUZO,
Provisional guardian.

Percé, P. Q., 9th March, 1912. 1188

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 4454.

In the matter of Emile Beaulieu, merchant and blacksmith, Saint Valerien, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, that it will remain open to objection till 25th March 1912, whence it will be payable at our office.

LaRUE & TRUDEL,
Curators.

93, Saint Peter street, Québec. 1174

District of Québec.

In the matter of Dominion Produce & Grain Co., provision merchant, Québec, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be opened to objection until 30th March, 1912.

This dividend will be payable at our office on or after the 1st April, 1912.

BEDARD & BELANGER,
Joint curators.

Office : 101, Saint Peter street.
Québec, 12th March, 1912. 1176

District of Rimouski.

In the matter of C. A. Bouchard & Co., Cedar Hall, Insolventes.

In virtue of an order of the court, dated 16th March, 1912, I have been appointed curator to this estate.

All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Québec, 20th March, 1912. 1214

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court*
No. 69.

In virtue of the act of liquidation.

In the matter of Dignard Limit d.
and In liquidation ;

François X. Bilodeau, Liquidator.

A supplementary and final bordereau of dividend has been prepared in this cause ; the collocations will be payable at my office, from the 9th day of April, 1912, to the collocated creditors.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before the date above mentioned.

F. X. BILODEAU,
Liquidator.

15, Saint James street, Montreal.
Montreal, 14th March, 1912. 1232

District de Rimouski.

Dans l'affaire de Michel Gagnon, Sainte Angèle de Mérici, Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 8 avril 1912, date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.

J. P. E. GAGNON,
Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie du Richelieu.
Québec, 20 mars 1912. 1215

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. Avila Charland, marchand, Maisonnette, P. Q., Failli.

Avis est donné que, le 18 mars 1912, le dit failli a déposé son bilan au greffe de la cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

JOHN B. CAVERHILL,
Gardien provisoire.
par Vinet & Dufresne,
90, rue Saint-Jacques.

Montréal, 23 mars 1912. 1229

District de Montréal.

F. X. E. Grenier (Grenier Frères), plombier, de Montréal, a, le 19 mars 1912, fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure du district de Montréal, conformément à la loi.

EUGENE PREVOST,
Sub-gardien provisoire.

Bureau de Prevost & Bedard,
112, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 mars 1912. 1227

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Paul St Pierre, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé, et sera payable à mon bureau le et après le 10e jour d'avril 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame Est, Montréal.
Montréal, 20 mars 1912. 1261

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

In re Onesime Bouchard, Failli.

Avis est par les présentes donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende est préparé et sera payable à mon bureau, le et après le 9e jour d'avril 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

60, rue Notre-Dame-Est, Montréal.
Montréal, 20 mars 1912. 1263

Province de Québec, }
District d'Arthabaska. } *Cour Supérieure.*

No 265.

Dans l'affaire de Joseph Daigle, commerçant, de la ville de Thetford Mines, Insolvable ;

et
Joseph I. Michaud, commerçant, du même lieu, Créancier requérant cession.

Avis est par les présentes donné que le débiteur a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du prothonotaire de la cour supérieure, à Arthabaska.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Procureurs du gardien provisoire,
J. A. Boucher.

Arthabaska, 20 mars 1912. 1257

District of Rimouski.

In the matter of Michel Gagnon, Sainte Angèle de Mérici, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 8th April, 1912, and after which date this dividend will be payable at my office.

J. P. E. GAGNON,
Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 20th March, 1912. 1216

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of J. Avila Charland, merchant, Maisonnette, P. Q., Insolvent.

Notice is hereby given that, on the 18th March, 1912, the said insolvent has filed his statement in the prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by law.

JOHN D. CAVERHILL,
Provisional guardian.
by Vinet & Dufresne,
99, Saint James street.

Montreal, 23rd March, 1912. 1230

District of Montreal.

F. X. E. Grenier (Grenier Frères), plumber, of Montreal, has, on the 19th March, 1912, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Montreal, according to law.

EUGENE PREVOST,
Sub-provisional guardian.

Office of Prevost & Bedard,
112 Saint James street.
Montreal, 20th March, 1912. 1228

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Paul St Pierre, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, and will be payable at my office on and after the 10th day of April, 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre Dame street East, Montreal.
Montreal, 20th March, 1912. 1262

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In re Onesime Bouchard, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared and will be payable at my office, on and after the 9th day of April, 1912.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

60, Notre-Dame street East, Montreal.
Montreal, 20th March, 1912. 1264

Province of Quebec, }
District of Arthabaska. } *Superior Court.*

No. 265.

In the matter of Joseph Daigle, trader, of the town of Thetford Mines, Insolvent ;

and
Joseph I. Michaud, trader, of the same place, Creditor petitioner for assignment.

Notice is hereby given that the above named has, this day, made a judicial abandonment of his assets for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the superior court, at Arthabaska.

GIROUARD, BEAUDRY & GIROUARD,
Attorneys for the provisional guardian, J. A. Boucher.

Arthabaska, 20th March, 1912. 1258

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 10.

Dans l'affaire de Donat Cauchon (O. Cauchon & Cie), Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que j'ai préparé un premier et dernier bordereau de dividende, lequel sera payable à mon bureau, No 14, Place Philippe, Montréal, le ou après le 9 avril 1912.

JOSEPH DESAUTELES,
Curateur.

14, Place Philippe, Montréal.
Montréal, 20 mars 1912. 1265

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été déclaré dans l'affaire de Laurent Hudon, de Hébertville Station, et sera payable le ou après le 8 avril 1912.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
1259 Curateurs.

Province de Québec, }
District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de J. E. Dumais & Frère, Insolvable.

Avis est par le présent donné que les faillis J. E. Dumais & Frère, m'ont fait une cession volontaire de tous leurs biens et effets, au bénéfice de leurs créanciers, devant T. E. Normand, notaire.

Les réclamations assermentées de leurs créances doivent être produites à mon bureau, sous un mois de cette date.

H. CARRIGAN,
Curateur.

Bureau au 2ème étage de la
Banque Hochelaga.
Trois-Rivières, 19 mars 1912. 1245

En Liquidations

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec, }
District de Rimouski. } *Cour Supérieure.*
No 4487

Dans l'affaire de La Cie de Biscuits de Rimouski, En liquidation.

AVIS.

Conformément à l'article 7554 des Statuts refondus de la province de Québec de 1909, les soussignés donnent avis :

1° Que les biens meubles de La Cie de Biscuits de Rimouski, en liquidation, ont été vendus par les soussignés, le 19 mars 1912, aux enchères publiques et adjugés à H. C. Lepage et J. A. Talbot, de la ville de Rimouski.

2° Que une copie de l'acte de vente a été passé devant L. de G. Belzile, notaire, à Rimouski, le 19 mars 1912, et a été déposé au bureau des soussignés ainsi que le certificat du registraire concernant les dits immeubles.

3° Que la dite compagnie en liquidation a possédé les dits immeubles pendant les trois dernières années.

4° Que dans les 15 jours suivant la dernière assertion du présent avis, tout créancier de la dite compagnie et toute personne ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus, auront le droit de surenchérir de la manière indiquée aux articles 7555 et 7556 des statuts refondus de la province de Québec de 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Liquidateurs conjoints.

Bureau : 125, rue Saint-Pierre,
Québec.
Québec, 19 mars 1912. 1255

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 10.

In the matter of Donat Cauchon (O. Cauchon & Cie), Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that I have prepared a first and final dividend sheet, which will be payable at my office, No. 14, Phillips Place, Montreal, on or after the 9th April, 1912.

JOSEPH DESAUTELES,
Curator.

14, Phillips Place, Montreal.
Montreal, 20th March, 1912. 1266

Notice is hereby given that a first and final dividend has been declared in the matter of Laurent Hudon, of Hébertville Station, which will be payable on or after the 8th April, 1912.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
1259 Curators.

Province of Quebec, }
District of Three Rivers. } *Superior Court.*

In the matter of J. E. Dumais & Frère, Insolvents.

Notice is hereby given that the bankrupts J. E. Dumais & Brother, have made a voluntary cession of all their wealth and goods, for the benefit of their creditors, in the presence of T. E. Normand, notary.

The sworn claims of their creditors must be produced at my office, a month from this date.

H. CARRIGAN,
Curator.

Office 2nd floor of
Hochelaga Bank.
Three Rivers, 19th March, 1912. 1246

In Liquidations

WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Rimouski. } *Superior Court.*
No. 4487.

In the matter of "La Cie de Biscuits de Rimouski," En liquidation.

NOTICE.

In conformity with article 7554 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909, the undersigned give notice :

1. That the immoveable property of "La Cie de Biscuits de Rimouski", in liquidation, has been sold by the undersigned, on the 19th March, 1912, at public auction, and adjudged to H. C. Lepage and J. A. Talbot, of the town of Rimouski.

2 That a copy of the deed of sale has been made before Mtre L. de G. Belzile, notary, at Rimouski, on the 19th March, 1912, and has been deposited at the office of the undersigned with the registrar's certificate respecting the said immoveable property.

2. That the said company in liquidation has owned the said immoveable property during the last three years.

4. That during the 15 days following the last insertion of the present notice, any creditor of the said company, and any person having hypothecary or real rights upon the immoveable property sold, have the right to offer a higher bid in the manner indicated in articles 7555 and 7556 of the Revised Statutes of the province of Quebec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,
Joint liquidators.

Office : 125, Saint Peter street,
Québec.
Québec, 19th March, 1912. 1256

ACTE DES LIQUIDATIONS.

Province de Québec,
District de Québec. } *Cour Supérieure.*
No 841.

Dans l'affaire de The Boston Asbestos Company,
En liquidation.

Conformément à l'article 7554 des Statuts Refon-
dus de la province de Québec de 1909, les soussi-
gnés donnent avis :

1. Que les biens immeubles de The Boston As-
bestos Company, en liquidation, ont été vendus par
les soussignés, le 15 février 1912, aux enchères
publiques et adjugés à Joseph Dodier, de la paroisse
de Saint-Adolphe de Dudswell.

2. Que une copie de l'acte de vente a été passé
devant M^{re} H. O. Roy, notaire, à Québec, le 1er
mars 1912, et a été déposé au bureau des soussignés
ainsi que le certificat du registraire concernant les
dits immeubles.

3. Que la dite compagnie en liquidation a possédé
les dits immeubles pendant les trois dernières an-
nées.

4. Que dans les 15 jours suivant la dernière in-
sertion du présent avis, tout créancier de la dite
compagnie et toute personne ayant des droits hypo-
thécaires ou immobiliers sur les immeubles vendus
auront le droit de surenchérir de la manière indi-
quée aux articles 7555 et 7556 des Statuts Refon-
dus de la province de Québec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,

Liquidateurs conjoints.

Québec, 1er mars 1912.

971.3

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } JOSEPH MORIN, Deman-
No 468. } deur ; contre JOSEPH RI-
CHARD ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Joseph Richard, un des
défendeurs.

Le lot de terre étant la moitié nord du lot nu-
méro douze (12), de la division primitive pour le
9^{ème} rang de Risborough, contenant cent acres en
superficie, maintenant connu sous le numéro douze
A (12A), du cadastre pour le 9^{ème} rang de Risbo-
rough—avec bâtisses, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du
comté du Lac Mégantic, dans la ville de Mégantic,
le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain 1912, à
DIX heures de l'avant-midi.

JOS. VITAL NADEAU,

Bureau du Shérif, Député shérif.
Saint-Joseph, Beauce, 26 février 1912. 909.2
Première publication, 2 mars 1912.

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les
TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

Province de Québec, } ALFRED LA-
District de Beauharnois. } CHANCE, De-
No 2119. } mandeur ; vs DAME
ISABELLA SINCLAIR ET AL, Défendeurs.

WINDING UP ACT.

Province of Quebec, }
District of Quebec. } *Superior Court.*
No. 841.

In the matter of The Boston Asbestos Company,
In liquidation.

In conformity with article 7554 of the Revised
Statutes of the province of Quebec, 1909, the
undersigned give notice :

1. That the immoveable property of The Boston
Asbestos Company, in liquidation, has been sold by
the undersigned, on the 15th February, 1912, at
public auction, and adjudged to Joseph Dodier, of
the parish of Saint Adolphe de Dudswell.

2. That a copy of the deed of sale, has been made
before M^{re} H. O. Roy, notary, at Quebec, on the
1st March, 1912, and has been deposited at the
office of the undersigned with the registrar's certi-
ficate respecting the said immoveable property.

3. That the said company in liquidation has
owned the said immoveable property during the
last three years.

4. That during the 15 days following the last
insertion of the present notice, any creditor of the
said company, and any person having hypothecary
or real rights upon the immoveable property sold
have the right to offer a higher bid in the manner
indicated in articles 7555 and 7556 of the Revised
Statutes of the province of Quebec, 1909.

LEFAIVRE & LEFAIVRE,

Joint liquidators.

Quebec, 1st March, 1912.

972

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } JOSEPH MORIN, Plaintiff ;
No. 468. } against JOSEPH RICHARD
ET AL, Defendants.

As belonging to Joseph Richard, one of the de-
fendants.

The lot of land being the north half of lot number
twelve (12) of the primitive division for the 9th
range of Risborough, containing one hundred acres
in superficies, now known under the number twelve
A (12 A) of the cadastre for the 9th range of Risbo-
rough—with buildings, circumstances and depend-
encies.

To be sold at the registry office of the county of
Lac Megantic, in the town of Megantic, on the
SECOND day of APRIL next, 1912, at TEN o'clock
in the forenoon.

JOS. VITAL NADEAU,

Sheriff's office, Deputy sheriff.
St-Joseph, Beauce, 26th February, 1912. 910
[First published, 2nd March, 1912]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-
dermentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respective
times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } ALFRED LACHANCE,
District of Beauharnois, } Plaintiff ; vs DAME
No. 2119. } ISABELLA SINCLAIR
ET AL, Defendants.

Comme appartenant au défendeur William A. McIntosh :

1° Un terrain sis et situé dans le canton de Hinchinbrooke, et connu et désigné sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton, sous le numéro vingt-quatre D (No 24D), du second rang du dit canton.

2° Une terre sise et située dans le dit canton de Hinchinbrooke, et connue et désignée sur le plan et au livre de renvoi officiels du dit canton sous le numéro seize (No 16) du troisième rang du dit canton.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Patrice de Hinchinbrooke, dans le comté de Huntingdon. JEUDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'AVRIL prochain 1912, à ONZE heures et DEMIE de l'avant-midi.

JEAN BTE D'AMOUR,

Bureau du shérif, Shérif.
Salaberry de Valleyfield, 18 mars 1912. 1185
[1^{re} publication, 23 mars 1912.]

Ventes par le Shérif—Iberville

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montreal.

Saint-Jean, à savoir : } **DAVID KUSHNER,**
No 1316. } Demandeur ; vs
NAPOLEON ROUGEAU, Défendeur.

Une terre située en la paroisse de Saint-Luc, district d'Iberville, sur la troisième concession sur la rivière, étant la partie centrale du lot numéro soixante-quatre (P. No 64), du cadastre officiel de la dite paroisse ; cette partie centrale du dit lot numéro soixante-quatre, contenant trois arpents de largeur à la devanture et cinq arpents environ au trait-quarré, sur trente arpents de profondeur, et étant bornée en front vers le sud-est, par partie du lot numéro trente-sept, du dit cadastre, en profondeur vers le nord-ouest par la ligne limitative de la dite paroisse de Saint-Luc, du côté nord-est par le tiers du dit lot numéro soixante-quatre, appartenant à Rodolphe Rougeau, et du côté sud-ouest par la partie sud-ouest du lot numéro soixante-quatre, appartenant à Rodolphe Rougeau, représentant de Dame veuve Denis Payant—avec bâtisses sus-érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la dite paroisse de Saint-Luc, le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

LOUIS MAYRAND,

Bureau du Shérif, Shérif.
Saint-Jean, 15 mars 1912. 1233
[Première publication, 23 mars 1912.]

Ventes par le Shérif—Joliette

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que plus bas mentionné.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montreal.

Joliette, à savoir : } **J. RYAN,** Deman-
No 1880. } deur ; vs **SAMUEL**
MANN, Défendeur ; et M^{res} Decarie, Decary & Cie, avocats.

As belonging to the defendant William A. McIntosh.

1. A lot of land being and situate in the township of Hinchinbrooke, and known and designated on the official plan and book of reference of the said township, under the number twenty four-D (No. 24-D), of the second range of the said township.

2. A land being and situate in the said township of Hinchinbrooke, and known and designated on the official plan and book of reference of the said township, under the number sixteen (No. 16), of the third range of the said township.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Patrice de Hinchinbrooke, in the county of Huntingdon, on THURSDAY, the TWENTY FIFTH day of APRIL next, 1912, at HALF past ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN BTE D'AMOUR,

Sheriff's office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, 18th March, 1912. 1186
[First published, 23rd March, 1912.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Saint Johns, to wit : } **DAVID KUSHNER,**
No 1316. } Plaintiff ; vs **NAPO-**
LEON ROUGEAU, Defendant.

A farm situate in the parish of Saint Luke, district of Iberville, on the third concession on the river, being the central portion of lot number sixty four (P. No. 64), of the official cadastre of the said parish ; this central portion of the said lot number sixty four, containing three arpents in width in front and five arpents about at the trait-quarre, by thirty arpents in depth, and being bounded in front towards the south east, by a part of the lot number thirty seven, of the said cadastre, in depth towards the north west by the boundary line of the said parish of Saint Luke, on the north east side, by the third of the said lot number sixty four, belonging to Rodolphe Rougeau, and on the south west side by the south western part of the lot number sixty four, belonging to Rodolphe Rougeau, representing Mrs. widow Denis Payant—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Luke aforesaid, on the TWENTY THIRD day of the month of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 15th March, 1912. 1234
[First published, 23rd March, 1912.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Joliette, to wit : } **J. RYAN,** Plaintiff ;
No 1880. } **W.** vs **SAMUEL MANN,**
Defendant ; and M^{res} Decarie, Decary & Cie., advocates.

Une terre sur le Grand Coteau, dans la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, dans le comté de L'Assomption, district de Joliette, contenant deux arpents de front sur quinze arpents de profondeur, le tout plus ou moins ; bornée en front par le chemin public, en arrière par les terres du Petite Mascouche, d'un côté par L. A. Panneton ou représentants, et partie par Jean Brière ou représentants et de l'autre côté par John Phelan ou représentants, connue et désignée sur les plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Henri de Mascouche, sous le numéro sept cent soixante et quinze (775), pour le dit comté de L'Assomption—avec une maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Henri de Mascouche, le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

A. M. RIVARD.

Bureau du Shérif, Shérif.
Joliette, 18 mars 1912. 1199
[Première publication, 23 mars 1912].

Ventes par le Shérif—Kamouraska

A VIS PUBLICO est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS *Cour Supérieure.*

District de Kamouraska, } A LEXANDRE LE-
No 4688. } A VESQUE, De-
mandeur ; contre FRANCOIS TURGEON, en sa
qualité de tuteur des enfants mineurs de feu Jean-
Baptiste Lévesque et de Dame Elisa Turgeon,
Défendeur.

1° La partie moitié sud-ouest du lot de terre numéro soixante-quatorze (p. No. 74), du cadastre officiel du comté de Kamouraska pour la paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, d'une largeur de dix-neuf perches et 92/100 et d'une superficie de quatorze arpents et quatre-vingt-dix-neuf perches.

2° La partie sud-ouest du lot numéro soixante-seize (p. No. 76), du cadastre de la paroisse susdite, d'une largeur de deux arpents et neuf perches sur toute la profondeur du dit No. 76, ayant une superficie de quatorze arpents et soixante-seize perches.

3° La partie sud-ouest du lot numéro soixante-dix-sept (p. No. 77), du cadastre susdit, d'une largeur de deux arpents et neuf perches, ayant une superficie de trois arpents et trente-neuf perches.

Formant, ces trois portions de lots, un lopin de terre d'une superficie totale de trente-trois arpents et quatorze perches ; borné vers le nord-ouest partie au lot No. 75 et partie au chemin public, vers le sud-est partie à l'autre portion du lot No. 76, partie à la paroisse de Saint Denis et partie enfin aux lots Nos 313, 316 et 318 ; vers le nord-est à l'autre fragment du lot No. 74, du lot No. 76 et à celui du lot No. 77 ; vers le sud-ouest enfin aux Nos 318, 89 et 75, toujours du cadastre officiel du comté de Kamouraska, pour la dite paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle.

Pour être vendues en un seul lot, à la porte de l'église de la paroisse de Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, le VINGT QUATRIÈME jour d'AVRIL 1912, à DEUX heures de l'après-midi.

P. EUG. MARTIN.

Bureau du Shérif, Shérif.
Fraserville, 20 mars 1912. 1241
[Première publication, 23 mars 1912].

A farm on the Grand Coteau, in the parish of Saint Henri de Mascouche, in the county of L'Assomption, district of Joliette, containing two arpents in front by fifteen arpents in depth, the whole more or less ; bounded in front by the public road, in rear by the farms of Petite Mascouche, on one side partly by L. A. Panneton or representatives, and partly by Jean Brière or representatives, and the other side by John Phelan or representative, and designated on the official plan and book of reference, of the said parish of Saint Henri de Mascouche, under the number seven hundred and eighty five (775), for the said county of L'Assomption—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Henri de Mascouche, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

A. M. RIVARD.

Sheriff's office, Sheriff.
Joliette, 18th March, 1912. 1200
[First published, 23rd March, 1912]

Sheriff's Sales—Kamouraska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS. *Superior Court.*

District of Kamouraska, } A LEXANDRE LE-
No. 4688. } A VESQUE, Plain-
tiff ; against FRANCOIS TURGEON, in his quality of tutor to the minor children of the late Jean Baptiste Lévesque and of Dame Elisa Turgeon, Defendant.

1. The south west half part of the lot of land number seventy four (p. No. 74), of the official cadastre of the county of Kamouraska, for the parish of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, of a width of nineteen and 92/100 perches and a superficies of fourteen arpents and ninety nine perches.

2. The south west part of lot number seventy six (p. No. 76), of the cadastre of the aforesaid parish, of a width of two arpents and nine perches and the whole of the depth of the said No. 76, having a superficies of fourteen arpents and seventy six perches.

3. The south west part of lot number seventy seven (p. No. 77), of the aforesaid cadastre, of a width of two arpents and nine perches, having a superficies of three arpents and nine perches.

The said three parts of lots forming a parcel of land of a total superficies of thirty three arpents and fourteen perches ; bounded on the north west partly by lot No. 75 and partly by the public road, on the south east partly by the other portion of lot No. 76, partly by the parish of Saint Denis, and partly finally by the lots Nos. 313, 316 and 318 on the north east by the other fragment of lot No. 74, lot No. 76 and by that of lot No. 77, on the south west finally by the Nos. 318, 89 and 75 likewise of the official cadastre of the county of Kamouraska, for the said parish of Notre-Dame de Liesse de la Rivière Ouelle.

To be sold in one lot, at the church door of the parish of Notre Dame de Liesse de la Rivière Ouelle, on the TWENTY FOURTH day of APRIL, 1912, at TWO o'clock in the afternoon.

P. EUG. MARTIN.

Sheriff's office, Sheriff.
Fraserville, 20th March, 1912. 1242
[First published, 23rd March, 1912.]

Ventes par le Shérif—Montreal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **N** **APOLÉON ST-AMOUR**, No 13, Curateur aux biens de dame Marie Rose DeLima Desautels, des cité et district de Montréal, épouse séparée de biens de Joseph Jacob, entrepreneur, du même lieu, et y faisant affaires sous le nom d'entrepreneur sous la raison sociale de "**JOS. JACOB & CIE**", Faillie.

Un terrain composé de deux parties de lots sis et situé dans le quartier St-Denis, de la cité de Montréal ; borné en front par la rue du Couvent (ci-devant avenue Metcalf), mesurant vingt-six pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et les servitudes y attachées.

1. Deux pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, de la partie nord-ouest du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, sous le numéro douze cent soixante et cinq (1265) ; borné au nord-ouest par le terrain ci-après décrit, au nord-est par partie du lot numéro douze cent soixante et dix, et au sud-est par le surplus du dit lot douze cent soixante et cinq ; 2. vingt-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, de la partie sud-est du lot numéro douze cent soixante et quatre, des susdits plan et livre de renvoi officiels ; borné au nord-ouest par le surplus du dit lot douze cent soixante et quatre, au nord-est par le lot douze cent soixante et onze, et au sud-est par le terrain ci-dessus décrit ; les susdites deux parties de lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le **VINGT CINQUIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 20 mars 1912. 1235

[Première publication, 23 mars 1912.]

FIER FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir : **C** **ARL ROSENBERG**, des No 2331, cité et district de Montréal, marchand, Demandeur ; contre **OLIER JUTRAS**, du même lieu, Défendeur.

Un emplacement situé dans le quartier Saint-Laurent, de la cité de Montréal, faisant front sur la rue Saint-Urbain, composé de :

(a) Le lot de terre connu et désigné comme subdivision numéro un de la subdivision officielle de partie du lot original numéro 370, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, dans la cité de Montréal (370-1), mesurant cinquante et un pieds de largeur sur une profondeur de soixante et treize pieds un pouce dans la ligne nord-ouest et soixante et treize pieds six pouces sur la ligne sud-est, le tout mesure anglaise, plus ou moins, moins une lisière à être détachée du côté nord-ouest du dit lot de subdivision, mesurant environ six pieds de largeur sur toute la profondeur des soixante et treize pieds un pouce, mesure anglaise, du dit lot ; la dite lisière étant bornée comme suit : en front par la rue Saint-Urbain, en arrière par le lot 370-3-2, du côté nord-ouest par le lot 370-4, du côté sud-est par le résidu du dit lot 370-1.

(b) Lot connu comme subdivision un de la sub-

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **N** **APOLÉON ST. AMOUR**, No 13, Curator to the property of Dame Marie Rose DeLima Desautels, of the city and district of Montreal, wife separate as to property of Joseph Jacob, contractor, of the same place, and there doing business alone as contractor, under the firm name of "**JOS. JACOB & CIE**", Insolvent.

A lot of land composed of two parts of lots being and situate in Saint Denis ward, of the city of Montreal ; bounded in front by Convent street (herebefore Metcalf Avenue), measuring twenty six feet in width by ninety two feet in depth, english measure—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies and the servitudes attached thereto.

1. Two feet in width by ninety two feet in depth, english measure, of the north west part of the lot of land known and designated on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, under the number twelve hundred and sixty five (1265) ; bounded on the north west by the lot hereinafter described, on the north east by part of lot number twelve hundred and seventy, and on the south east by the surplus of the said lot twelve hundred and sixty five ; 2. twenty four feet in width by ninety two feet in depth, english measure, of the south east part of lot number twelve hundred and sixty four of the aforesaid official plan and book of reference ; bounded on the north west by the surplus of the said lot twelve hundred and sixty four, on the north east by the lot twelve hundred and seventy one, and on the south east by the lot hereabove described ; the aforesaid two parts of lots form but one and the same plot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the **TWENTY FIFTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Shérif.
Montreal, 20th March, 1912. 1236

[First published, 23rd March, 1912.]

FIER FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit : **C** **ARL ROSENBERG**, of the No. 2331, city and district of Montreal, merchant, Plaintiff ; against **OLIER JUTRAS**, of the same place, Defendant.

An emplacement situate in Saint Lawrence ward, of the city of Montreal, fronting on Saint Urbain street, composed of :

(a) The lot of land known and designated as subdivision number one, of the official subdivision of part of original lot number 370, on the official plan and book of reference of Saint Lawrence ward, in the city of Montreal (370-1), measuring fifty one feet in width by a depth of seventy three feet one inch in the north west line and seventy three feet six inches, on the south east line, the whole english measure and more or less, less a strip to be detached from the north west side of said subdivision lot, measuring about six feet in width by the whole depth of seventy three feet one inch, english measure, of said lot ; bounded said strip as follows : in front by Saint Urbain street, in rear by lot 370-3-2 ; to the north west side by lot 370-4 ; to the south east side by the residue of said lot 370-1.

(b) Lot known as subdivision one of official sub-

division officielle numéro trois de la subdivision officielle de partie du lot original numéro trois cent soixante et dix (370-3-1), sur les dits plan et livre de renvoi, mesurant dix-sept pieds neuf pouces le long de la ligne nord-est, dix-sept pieds huit pouces le long de la ligne sud-ouest, onze pieds et quatre pouces et demi le long de la ligne nord-ouest et dix pieds trois pouces et trois-quarts le long de la ligne sud-est le tout, mesure anglaise, plus ou moins.

(c) La partie sud-ouest du lot subdivision numéro deux, de la dite subdivision officielle de partie du lot original numéro trois cent soixante et dix (370-2), sur les dits plan et livre de renvoi ; la dite partie étant bornée au sud-ouest par le lot de subdivision numéro un (370-1), au nord-ouest par le lot en deuxième lieu ci-après décrit, au nord-est par le résidu de la dite subdivision numéro deux, au sud-est par une partie non subdivisée de la dite partie du lot original numéro trois cent soixante et dix, maintenant en la possession de Joseph B. Bronsdon mesurant la dite partie sud-ouest de la dite subdivision numéro deux, vingt-deux pieds le long des lignes sud-ouest et nord-est, dix pieds trois et trois quarts de pouce le long de la ligne nord-ouest et neuf pieds huit pouces le long de la ligne sud-est, le tout mesure anglaise, plus ou moins, sans garantie de mesure précise — avec une bâtisse en briques, consistant en magasins et logements sur-élevés, sur fondation en pierre, les murs de côté nord-ouest et nord-est de la bâtisse sont mitoyens avec la propriété voisine, tel que le tout existe maintenant, avec tous les droits et servitudes y appartenant.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Montréal, le QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. M. DURAND,

Bureau du hériif, Député Shérif.
Montréal, 28 février 1912. 955.2
[Première publication, 2 mars 1912.]

division number three of official subdivision of part of original lot number three hundred and seventy (370-3-1), on the said plan and book of reference, measuring seventeen feet nine inches along the north-east line, seventeen feet eight inches along the south west line ; eleven feet four and a half inches along the north-west line, and ten feet three and three-quarter inches along the south-east line, the whole english measure, more or less.

(c) The south west portion of lot subdivision number two, of said official subdivision of part of original lot number three hundred and seventy (370-2), on said plan and book of reference, said portion bounded to the south west by the subdivision lot number one (370-1), to the north west by the lot secondly hereinafter described ; to the north east by the residue of the said subdivision number two ; to the south east by an unsubdivided portion of said part of original lot number three hundred and seventy, actually in possession of Joseph B. Bronsdon, measuring said south west portion of said subdivision number two, twenty two feet along the south west and north east lines, ten feet three and three quarter inches along the north west line and nine feet eight inches along south east line, the whole english measure and more or less, with out any warranty as to precise measurement—with the brick building, consisting of stores and tenement there on erected, on stone foundation, the north western and north eastern gable wall of which building are mitoyens with the adjoining property as the whole now subsists, with all rights and servitudes thereunto belonging.

To be sold at my office, in the city of Montreal in the FOURTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. M. DURAND.

Sheriff's office, Deputy sheriff.
Montreal, 28th February, 1912. 956
[First published, 2nd March, 1912]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } OCTAVE GAUDET,
No 765 } Demandeur ; contre
BENJAMIN RAMSAY ET AL, Défendeurs.

Comme appartenant à Abraham Ramsay, un des défendeurs en cette cause.

Un morceau de terre situé dans le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, connu et désigné comme étant la moitié sud-est du lot numéro un (No 1), du neuvième rang, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Wolfestown ; borné aux deux bouts par les lignes des rangs, d'un côté par Léopold Paradis, et de l'autre côté par Benjamin Ramsay—avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Fortunat de Wolfestown, le DEUXIÈME jour d'AVRIL prochain, à UNE heure de l'après-midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du Shérif, Shérif.
Sherbrooke, 26 février 1912. 935.2
[Première publication 2 mars 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : } OCTAVE GAUDET,
No 765 } Demandeur ; contre
BENJAMIN RAMSAY ET AL, Défendeurs.

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } OCTAVE GAUDET,
No. 765. } Plaintiff ; against
BENJAMIN RAMSAY ET AL, Defendants.

As belonging to Abraham Ramsay, one the defendants in this cause.

A piece of land situate in the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, known and designated as being the south east half of lot number one (No. 1), of the ninth range, on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Wolfestown ; bounded on both ends by the range lines, on one side by Léopold Paradis, and the other side by Benjamin Ramsay—with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fortunat de Wolfestown, on the SECOND day of APRIL next, at ONE o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Sheriff.
Sherbrooke, 26th February, 1912. 936
[First published, 2nd March, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit : } OCTAVE GAUDET,
No. 765. } Plaintiff ; against
BENJAMIN RAMSAY ET AL, Defendants.

Comme appartenant au dit Benjamin Ramsay, l'un des défendeurs en cette cause.

Un more-au de terre situé dans le canton de Wolfestown, dans le comté de Wolfe, connu et désigné comme étant la moitié nord-ouest du lot numéro 1 (No 1), du neuvième rang, sur le plan du cadastre et dans le livre de renvoi officiels du dit canton de Wolfestown; borné aux deux bouts aux cordons des rangs, d'un côté au nord, au chemin public, et de l'autre côté à l'autre moitié du même lot appartenant à Abraham Ramsay—sans bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint Fortunat de Wolfestown, le DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, 26 février 1912.

Shérif,
937.2

[Première publication, 2 mars 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir : { A MES HOLDEN
No 850. { A MCCREADY,
Limited, Demandeurs; vs EDOUARD LACROIX,
Défendeurs.

Ce lot de terre situé sur le côté nord de la rue principale, dans la ville de Coaticook, dans le comté de Stanstead, mesurant quatre-vingt-deux pieds et demi de front sur la dite rue, sur cent deux pieds de profondeur, et étant partie du lot numéro cinq cent soixante et dix-huit (pt. 578), sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi de la dite ville de Coaticook; borné au nord et à l'ouest par la terre occupée par Dame Arthur L'Heureux, en vertu d'un bail avec promesse de vente, à l'est par la propriété d'Alphonse Bissonnette, et au sud par la dite rue principale—avec toutes les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Edmond (communément appelée Saint-Edmond de Coaticook) le QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLMER,

Bureau du shérif,
Sherbrooke, 27 février 1912.

Shérif,
949.2

[Première publication, 2 mars 1912.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tels que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

District de Terrebonne, { EDOUARD VII, Roi
Sainte-Scholastique, { du Royaume-Uni de
la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions
britanniques au-delà des mers, défendeur de la
Foi, Demandeur; contre JAMES BALDWIN,
cultivateur, canton d'Howard, comté d'Argenteuil,
Défendeur, savoir :

Un lot de terre situé dans le premier rang du canton d'Howard, comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels, sous le numéro treize B (No 13 B)—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté d'Argenteuil, en la ville de Lachute, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain 1912, à MIDI.

LAPOINTE & PREVOST,

Bureau du Shérif,
Sainte-Scholastique, 18 mars 1912.

Shérif,
1171

[Première publication, 23 mars 1912.]

As belonging to the said Benjamin Ramsay, one of the Defendants in this cause.

A piece of land situate in the township of Wolfestown, in the county of Wolfe, known and designated as being the north west half of lot number one (No. 1), of the ninth range on the official plan and book of reference of the said township of Wolfestown; bounded on both ends by the range lines, on one side to the north by the public road, and on the other side by the other half of the same lot belonging to Abraham Ramsay—without buildings.

To be sold at the church door of the parish of Saint Fortunat de Wolfes own, on the SECOND day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff's office,
Sherbrooke, 26th February, 1912.

Sheriff,
938

[First published, 2nd March, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint-François.

Saint-François, to wit : { A MES HOLDEN Mc-
No. 850. { A CREADY, Limited,
Plaintiff; against EDOUARD LACROIX, De-
fendant.

The certain lot of land situate on the north side of Main street, in the town of Coaticook, in the county of Stanstead, measuring eighty two and a half feet in front on said street, by one hundred and two feet in depth, and being part of lot number five hundred and seventy eight (pt 578), on the official cadastral plan and book of reference of the said town of Coaticook; bounded on the north and west by the land occupied by Dame Arthur L'Heureux, under a lease with promise of sale, on the east by the property of Alphonse Bissonnette, and on the south by said Main street—with all the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Edmond (commonly called Saint Edmond de Coaticook) on the FOURTH day of APRIL next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLMER,

Sheriff.

Sheriffs' office.

Sherbrooke, 27th-February, 1912.

950

[First published, 2nd March, 1912]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

District of Terrebonne, { EDOUARD VII, of the
Sainte-Scholastique, { United Kingdom of
Great Britain and Ireland, and of the British
Dominions beyond the Seas, King, Defender of the
Faith, Plaintiff; against JAMES BALDWIN,
farmer, township of Howard, county of Argenteuil,
Defendant, to wit :

A lot of land situate in the first range of the township of Howard, county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated on the official plan and book of reference, under the number thirteen-B (No 13-B)—with the buildings erected thereon.

To be sold at the registry office of the county of Argenteuil, in the town of Lachute, on the TWENTY FOUR day of APRIL next, 1912, at NOON.

LAPOINTE & PREVOST,

Sheriff's Office,

Sainte-Scholastique, 18th March, 1912.

Sheriff.

1172

[First published, 23rd March, 1912.]

Ventes par le Shérif—Trois-Rivières

Sheriff's Sales—Three Rivers

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **THE BRANTFORD**
No. 82 } **CARRIAGE COM-**
PANY, Demanderesse ; vs **JOSEPH LACERTE**,
Défendeur.

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Boniface, sur le cinquième rang, de la contenance de quarante-cinq pieds de largeur sur un demi arpent de profondeur, plus ou moins ; borné en front à la route du cinquième rang, en profondeur à Joseph Lord, du côté nord-est à Louis Boisvert, et du côté sud-ouest à Wilfrid Lachance—avec une maison et autres bâtisses dessus construites ; le dit emplacement connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la dite paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, comme étant partie du numéro deux cent treize (213).

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Boniface de Shawinigan, le **VINGT-CINQUIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 mars 1912. 1247
[Première publication, 23 mars 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Cour Supérieure—District des Trois-Rivières.*

Trois-Rivières, à savoir : } **FRANÇOIS-XAVIER**
No. 332. } **VERRETTE ET AL.**
Demandeurs ; contre **THE BELGO CANADIAN**
PULP AND PAPER COMPANY, LIMITED, et
Sylviano Dugal, curateur au délaisement.

Vendu sur le dit curateur au délaisement comme appartenant à la dite défenderesse, savoir :

Neuf lots de terre situés en la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, connus et désignés sous les numéros primitifs seize, dix-sept, dix-huit, dix-neuf, vingt, vingt-trois, vingt-quatre, vingt et un et vingt-deux (16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 21 et 22) du premier rang nord-ouest de la seigneurie de Batiscan—avec maison et autres dépendances dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Roch de Mékinac, le **VINGT-TROISIÈME** jour d'**AVRIL** prochain, à **DIX** heures du matin.

CHARLES DUMOULIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Trois-Rivières, 20 mars 1912. 1249
[Première publication, 23 mars 1912.]

Nominations

Québec, 19 mars 1912.

Il a plu à Son Honneur le **LIEUTENANT-GOUVERNEUR**, le 16 mars 1912, de nommer **MM. Henri Plante** et **Jonas Rodrigue**, conseillers de la municipalité de Sainte-Cécile de Whitton, comté de Compton, en remplacement, le premier de **Cyrille Lessard**, et le second de **Camille Champagne**, en vertu des dispositions de l'article 327 du code municipal, et de révoquer la nomination en date du 26 janvier 1912, de **MM. Joseph Duquet** et **Jonas Rodrigue**. 1207

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under mentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective times and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers to wit : } **THE BRANTFORD**
No. 82. } **CARRIAGE COM-**
PANY, Plaintiff ; vs **JOSEPH LACERTE**, De-
fendant.

An emplacement situate in the parish of Saint Boniface, in the fifth range, containing forty five feet in width by one half arpent in depth, more or less ; bounded in front by the road of the fifth range, in depth by Joseph Lord, on the north east side by Louis Boisvert, and on the south west side by Wilfrid Lachance—with a house and other buildings thereon erected ; the said emplacement being known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre of the said parish of Saint Boniface de Shawinigan, as being part of number two hundred and thirteen (213).

To be sold at the church door of the parish of Saint Boniface de Shawinigan, on the **TWENTY FIFTH** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Three Rivers, 20th March, 1912. 1248
[First published, 23rd March, 1912.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.*Superior Court—District of Three Rivers.*

Three Rivers, to wit : } **FRANÇOIS XAVIER**
No. 332. } **VERRETTE ET AL.**
Plaintiffs ; against **THE BELGO CANADIAN**
PULP AND PAPER COMPANY, LIMITED, and
Sylviano Dugal, curator to the surrender.

Sold on the said curator to the surrender as belonging to the said defendant, to wit :

Nine lots of lands situate in the parish of Saint Roch de Mékinac, known and designated under the primitive numbers sixteen, seventeen, eighteen, nineteen, twenty, twenty three, twenty four, twenty one and twenty two (Nos. 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 21 and 22) of the first north west range of the seigniorie of Batiscan—with house and other dependencies thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Roch de Mékinac, on the **TWENTY THIRD** day of **APRIL** next, at **TEN** o'clock in the forenoon.

CHARLES DUMOULIN,

Sheriff's Office, Sheriff.
Three Rivers, 20th March, 1912. 1250
[First published, 23rd March, 1912.]

Appointments

Québec, 19th March, 1912.

His Honor the **LIEUTENANT GOVERNOR** has been pleased, on the 16th of March, 1912, to appoint Messrs. **Henri Plante** and **Jonas Rodrigue**, councillors of the municipality of Sainte Cécile de Whitton, county of Compton, the former to replace **Cyrille Lessard**, and the latter to replace **Camille Champagne**, under the provisions of article 327 of the municipal code, and to revoke the appointment dated the 26th January, 1912, of Messrs. **Joseph Duquet** and **Jonas Rodrigue**. 1208

Québec, 20 mars 1912.

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR de nommer Conseil en Loi du Roi, par commission sous le Grand Sceau de la province, Monsieur M. J. Morrison, avocat, 179, rue Saint-Jacques, Montréal, district de Montréal. 1251

Avis du Gouvernement

No 1738.11.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Québec, 20 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Flavie, comté de Matane, les biens fonds ayant au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie, le lot No 446, ainsi que les lots Nos 464 à 475 inclusivement, du 3ième rang, et d'annexer tout ce territoire à la municipalité scolaire de Saint-Rémi de la rivière Métis. 1269

235.12.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 20 mars 1912.

En conformité des dispositions de l'article 2591 des S. R. P. Q., 1909, le surintendant donne avis qu'une requête lui a été adressée demandant de détacher de chacune des municipalités scolaires de Saint-Edouard, de Saint-Jean de la Croix et de Villeray, comté d'Hochelaga, tout le territoire compris dans les limites assignées à la paroisse de Sainte-Cécile par proclamation publiée dans la "Gazette Officielle" du 18 novembre 1911, et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de Sainte-Cécile. 1267

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné, ayant transmis au ministère de l'agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Nicolet, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la paroisse de Saint-Joseph de Blandford."

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 20 mars 1912.

1203

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Compton, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant, savoir :

"Cercle agricole de la municipalité du canton Bury".

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 19 mars 1912.

1205

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19ième jour de mars 1912, constituant en corporation MM. W. R. Brown, de la cité de Berlin, N. H., E., E. A.,

Québec, 20th March, 1912.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased to appoint King's Counsel, by commission under the Great Seal of the province, Mr. M. J. Morrison, advocate, 179, Saint James street, Montreal, district of Montreal. 1252

Government Notices

No. 1738.11.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 20th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from the school municipality of Sainte-Flavie, county of Matane, the lots bearing on the official cadastre of the parish of Sainte-Flavie, the No. 446 and also the lots Nos. 464 to 475 inclusively, of the third range, and to annex the whole of the said territory to the school municipality of Saint Rémi de la Rivière Métis. 1270

235.12.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Québec, 20th March, 1912.

In conformity with the provisions of article 2591 of the R. S. P. Q., 1909, the superintendent gives notice that application has been made to him, to detach from each to the school municipalities of Saint-Edouard, Saint Jean de la Croix and Villeray, county of Hochelaga, the whole of the territory comprised within the limits assigned to the parish of Sainte-Cécile by proclamation published in the "Official Gazette" of the 18th November, 1911, and to erect same into a separate school municipality under the name of Sainte-Cécile. 1268

Public notice is hereby given that the farmer's club hereinafter mentioned, having transmitted to the department of agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted in corporation.

In the county of Nicolet, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmers' club of the parish of Saint Joseph de Blandford."

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Québec, 20th March, 1912.

1204

Public notice is hereby given that the farmers' club hereinafter mentioned, having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporations.

In the county of Compton, the following club is authorized under the following name, to wit :

"Farmer's club of the municipality of the township Bury".

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Québec, 19th March, 1912.

1206

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the 19th day of March, 1912, incorporating Messrs. W. R. Brown, of the city of Berlin, N. H., U. S. A., manufacturer.

manufacturier, George Chahoon, jr, de la ville de Grand'Mère, manufacturier, Alexander MacLaurin, de la cité de Montréal, manufacturier, Robert F. Grant et Frank I. Ritchie, des Trois-Rivières, marchands de bois, dans les buts suivants :

Exploiter, établir et mettre en opération un système complet et efficace de protection contre le feu, y compris toutes les terres à bois dans la vallée de Saint-Maurice ;

Fournir de l'aide au cas de nécessité pour combattre le feu jusqu'à l'arrivée du propriétaire du terrain et ensuite coopérer avec lui ;

Poursuivre les transgresseurs des lois et règlements contre le feu ;

Promouvoir les mesures de législation et d'éducation pour conserver les ressources forestières en général ;

Coopérer avec le gouvernement de la province dans la protection des forêts et la conservation de réserves forestières ;

Établir, maintenir et mettre en opération un système de téléphone sur les terres sous licence, en rapport avec les opérations de bois et les objets de l'association ;

Construire des chemins, voies et les maintenir sur les terres sous licence et sur toutes terres jugées nécessaires pour établir la communication avec les terres sous licence, suivant la loi ;

Construire et maintenir des tours d'observation ou stations de vigie sur différents points sur les terres sous licence et autres, suivant la loi, lorsqu'il sera nécessaire ;

Aider au rapprochement aucune et toutes corporations, sociétés ou personnes possédant ou louant des terres à bois sur la rivière Saint-Maurice ou ses tributaires, coopérer dans la protection des forêts contre le feu ;

Faire aucun et tous les actes qui peuvent être jugés nécessaires pour faire les affaires de la compagnie, qui peuvent être exécutés efficacement pour les buts dont l'incorporation est demandée, sous le nom de "The Saint Maurice Forest Protective Association Limited", avec un capital total de cent mille piastres (\$100,000.00), divisé en dix mille (10 000) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1209

Sous-secrétaire de la province.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 1er mars 1912, par lesquelles "La Compagnie Manufacturière d'Allumettes de Saint-Casimir" a été autorisée à changer son nom en celui de "La Compagnie d'Allumettes des Laurentides".

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars 1912.

C. J. SIMARD,

1221

Sous-secrétaire de la province.

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, le Rév. G. P. Jubainville, curé, de la paroisse de Saint-Eugène de Guigues, comté de Pontiac, et autres, ont formé une société coopérative agricole, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Saint-Eugène de Guigues", avec sa principale place d'affaires dans le canton de Guigues, dans le comté de Pontiac.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont : l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage,

George Chahoon, jr., of the town of Grand'Mère, manufacturer, Alexander MacLaurin, of the city of Montreal, manufacturer, Robert F. Grant and Frank I. Ritchie, of Three Rivers, lumbermen, for the following purposes :

To formulate install and operate a thoroughly efficient system of protection from fire, including all the timber lands in the Saint Maurice Valley ;

To furnish emergency supervision in the fighting of fire until relieved by the land owner, and thereafter to cooperate with him ;

To prosecute transgressors of the fire laws and regulations ;

To promote legislative and educational measures, to conserve forest resources in general ;

To co-operate with the provincial government in the protection of forests, and the maintenance of forest reserves ;

To establish, maintain and operate a telephone system upon and over the lands, under license, in connection with lumbering operation and the objects of the association ;

To build roads, trails, and maintain the same upon and over the lands under license, and upon and over all lands deemed necessary to establish communication with the lands under license according to law ;

To build and maintain observation towers or look-out stations at various points, on the lands under license and others, according to law, as may be necessary ;

To bring closer together all and any corporations, partnerships, or persons owning or leasing timber lands on the Saint Maurice River or its tributaries, to cooperate in the protection of forests from fire ;

And to do any and all acts which may be deemed necessary to carry on the business of the company, that it may more effectually accomplish the purposes for which incorporation is sought, under the name of "The Saint Maurice Forest Protective Association Limited", with a total capital stock of one hundred thousand dollars (\$100,000.00), divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Three Rivers.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1210

Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the 1st day of March, 1912, by which "La Compagnie Manufacturière d'Allumettes de Saint-Casimir" has been authorized to change its name to "La Compagnie d'Allumettes des Laurentides".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1912.

C. J. SIMARD,

1222

Deputy Provincial Secretary.

CO-OPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Public notice is hereby given that under the act respecting co-operative agricultural associations, 1908, the Rev. G. P. Jubainville, curé, of the parish of Saint Eugene de Guigues, county of Pontiac, and others, have formed a co-operative agricultural association, under the name of "Saint Eugene de Guigues Co-operative Agricultural Association", with its principal place of business in the township of Guigues, in the county of Pontiac.

The objects for which the said association is formed are : the improvement and development of agriculture or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese, or both, the sale and pur-

ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

Daté à Québec, le dix-huitième jour du mois de mars 1912.

1219

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

SYNDICAT D'ELEVAGE.

Avis est par le présent donné qu'un syndicat d'élevage a été constitué dans le comté d'Yamaska, sous le nom de "Syndicat d'élevage de Saint-Zéphirin", avec sa principale place d'affaires à Saint-Zéphirin, dans le comté d'Yamaska.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 18 mars 1912.

1217

Demande à la Législature

Avis est par les présentes donné qu'une demande à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par "Prudential Trust Company, Limited", corps politique et incorporé, ayant son principal bureau et sa principale place d'affaires, dans la cité de Montréal, province de Québec, pour accepter la position de fideicommiss, curateur, syndic, exécuteur, liquidateur, percepteur, administrateur, agent et tuteur, recevoir et posséder tous biens, meubles et immeubles, confiés à la compagnie en rapport à aucun dépôt entrepris par la compagnie ou confié à celle-ci; exercer tels autres pouvoirs qui sont octroyés aux compagnies semblables dans cette province, et pour autres fins.

Prudential Trust Company, Limited.

BARNARD, McKEOWN & BARRY,

Solliciteurs de la requérante.

Montréal, 7 février 1912.

1237

Avis est par le présent donné que Dame Cornelia Amanda Montrait, de Dorchester, Mass., veuve en premières noces de Harvey Haskins, et en secondes noces épouse séparée de biens de John Hare, ci-devant de la cité de New-York, maintenant des lieux inconnus; Dame Almira L. Montrait, de Cambridge, Mass., veuve de feu Alphonse Raza, en son vivant de Montréal, P. Q., architecte, les grévés de substitution créés par et en vertu de testament de feu André Montrait, passé devant Prud'homme, notaire et co-lègue, le 10 mars 1893; Charles Austin Barnard, Conseil en Loi du Roi, Montréal, en sa qualité de curateur à la dite substitution; Rupert Montrait Haskins, de Springfield, Mass., Gertrude Montrait Haskins, épouse de Bertram C. Priest, de Dorchester, Mass., Murtle I. Haskins, épouse de Fred. A. Jones, de Waltham Mass., Léa Estelle Raza, de Cambridge, Mass., veuve de feu Frederick Bacon Phibrook en son vivant du même lieu, Eva Cornelia Raza, épouse de Thomas Claude Cooke, de Westmount, P. Q., et Gladys L. L. Raza, épouse de Franklin E. Frisbee, de Cambridge, Mass., les six derniers nommés étant tous les seuls représentants survivants dans la dite substitution; et Dame Rosanna Schiller, de Montréal, épouse séparée de biens de L. O. Maillé du même lieu; et Dame Ida Schiller, de Montréal, fille majeure, les héritiers en vertu du testament, présenteront un bill à la législature de Québec, à sa présente session, dans le but d'obtenir la validation, confirmation et ratification d'un acte de rachat de rentes, suspensif et conditionnel, passé devant J. A. Ogden, notaire, à Montréal, le 2e jour de février 1912, pourvoyant à la capitalisation et au rachat des rentes viagères dues

chase of live stock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural classes, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned, minister of agriculture of the province of Quebec, authorizes the formation of the said association.

Dated at Quebec, the eighteenth day of the month of March, 1912.

1220

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

STOCK-BREEDING SYNDICATE.

Notice is hereby given that a stock-breeding syndicate has been formed in the county of Yamaska, under the name of "The Saint Zepirin Stock-breeding Syndicate". The principal place of business whereof is at Saint Zéphirin, in the county of Yamaska.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Quebec, 18th March, 1912.

1218

Application to the Legislature

Notice is hereby given that application will be made to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, by the "Prudential Trust Company, Limited", a body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, for an act to authorize it to accept the position of trustee, curator, assignee, executor, liquidator, receiver, administrator, agent and tutor, and to receive and hold all property moveable and immoveable committed to the company in connection with any trust undertaken by a committed to the company; to exercise such other powers as are conferred upon similar companies in this province, and for other purposes.

Prudential Trust Company, Limited.

BARNARD, McKEOWN & BARRY,

Solicitors for applicant.

Montreal, 7th February, 1912.

1238

Notice is hereby given that Dame Cornelia Amanda Montrait, of Dorchester, Mass., widow by her first marriage of the late Harvey Haskins, and by her second marriage wife separate as to property of John Hare, heretofore of New-York city now of parts unknown; Dame Almira L. Montrait, of Cambridge, Mass., widow of the late Alphonse Raza, in his lifetime of Montreal, P. Q., architect, the institutes in the substitution created under and by virtue of the last will and testament of the late André Montrait, passed before Prud'homme, notary and associate, on the 10th of March, 1893; Charles Austin Barnard, King's Counsel, Montreal, in his quality of curator to said substitution; Rupert Montrait Haskins, of Springfield, Mass., Gertrude Montrait Haskins, wife of Bertram C. Priest, of Dorchester, Mass., Murtle I. Haskins, wife of Fred. A. Jones, of Waltham Mass., Lea Estelle Raza, of Cambridge, Mass., widow of the late Frederick Bacon Phibrook, in his lifetime of the same place, Eva Cornelia Raza, wife of Thomas Claude Cooke, of Westmount, P. Q., and Gladys L. L. Raza, wife of Franklin E. Frisbee, of Cambridge, Mass., the six last named being all of the surviving substitutes in said substitution; and Dame Rosanna Schiller, of Montreal, wife separate as to property of L. O. Maillé, of the same place; and Dame Ida Schiller, of Montreal, spinster of the full age of majority, the annuitants under the said last will and testament, will present a bill at the present session of the Quebec Legislature, for the purpose of obtaining the validation, confirmation and ratification of a deed of suspensive conditional redemption of rents, passed before J. A. Ogden,

à la dite Dame Rosanna Schiller, et Dame Ida Schiller, en vertu du testament du dit feu André Montrait, et en vertu d'un acte de donation mentionné dans le dit testament; et pour l'autorisation aux dits grevés et curateur de la dite substitution de payer le prix de considération, de tel rachat de rentes avec l'argent du capital y appartenant et affecté par la dite substitution.

McKEOWN & BARRY,
Procureurs des requérants,
Montréal, 2 février 1912. 1239

Avis Divers

C. MEREDITH & COMPANY LIMITED.

RÈGLEMENT No 49.

Règlement pour augmenter le nombre des directeurs.

Qu'il est décrété par les directeurs de "C. Meredith & Company Limited," comme règlement de la compagnie, comme suit :

1° Le nombre des directeurs de la compagnie est par le présent augmenté de 7 à 10.

2° Le bureau des directeurs, pourra, de temps en temps, entre la confirmation de ce règlement et la prochaine assemblée annuelle, élire pour le bureau, des actionnaires qualifiés de la compagnie jusqu'à ce qu'ils soient élus, en addition au présent nombre des directeurs, un nombre suffisant pour mettre le bureau au complet.

3° Jusqu'à ce que le bureau soit élu au complet, le présent nombre des directeurs et des actionnaires de temps en temps élus par eux comme directeurs, conduiront les affaires de la compagnie.

4° Règlement No 7 est amendé en insérant le mot "dix" au lieu du mot "sept", où il apparaît.

Je, sousigné, secrétaire de la "Meredith Company, Limited", certifie par le présent que le susdit règlement est une vraie copie du règlement No 49, de la dite compagnie, décrété et adopté à une assemblée des directeurs, tenue le 3e jour de janvier 1912, et approuvé unanimement et confirmé à une assemblée spéciale générale des actionnaires dûment convoquée pour la considération d'icelui, tenue le 20e jour de mars 1912 à laquelle assemblée étaient présents des actionnaires représentant plus que les deux tiers en valeur de toutes les actions souscrites et émises de la compagnie.

A. P. P. WELLIS,
Secrétaire.
Montréal, 21 mars 1912. 1271

Province de Québec, }
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 33.

Dme Melina alias Minna Fregeau, épouse commune en biens de Emile Charles Caron, manufacturier, de Rougemont, dit district, dûment autorisé à ester en justice, Demanderesse;

vs

Le dit Emile Charles Caron, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 15 mars 1912.

BERNARD & GADBOIS,
Avocats de la demanderesse.

11, Place d'Armes, Montréal.
Saint-Hyacinthe, 15 mars 1912. 1273

Notary, at Montreal, on the 2nd day of February, 1912, providing for the capitalization and redemption of the life rents due to the said Dame Rosanna Schiller and Dame Ida Schiller, under the last will and testament of the said late André Montrait, and under a deed of donation referred to in said will; and for authorization to the said institutes and curator of said substitution to pay the consideration price of such redemption of rents with and out of the capital sums belonging to and affected by said substitution.

McKEOWN & BARRY,
Attorneys for applicants.
Montreal, 2nd February, 1912. 1240

Miscellaneous Notices

C. MEREDITH & COMPANY LIMITED.

BY-LAW No. 49.

A By-Law to increase the number of directors.

Be it enacted by the Directors of C. Meredith & Company Limited, as a By-law of the Company as follows :

1. The number of directors of the Company is hereby increased from 7 to 10.

2. The Board of Directors may, from time to time, between the confirmation of this By-law and the next annual meeting, elect to the Board qualified shareholders of the company until there shall have been elected, in addition to the present number of Directors, a sufficient number to make a full board.

3. Until a full board is elected the present number of directors and the shareholders from time to time elected by them, as directors shall manage the affairs of the company.

4. By-law No. 7 is amended by inserting the word "ten" instead of the word "seven" where it appears therein.

I, the undersigned, secretary of C. Meredith & Company Limited, hereby certify that the above is a true copy of By-law No. 49, of said company, enacted and adopted at a meeting of directors, held on the 3rd January, 1912, and unanimously approved and confirmed at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the same, held on the 20th day of March, 1912, at which meeting there were present shareholders representing more than two-thirds in value of all the subscribed and issued shares of the company.

A. P. P. WELLIS,
Secretary.
Montreal, 21st March, 1912. 1272

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth } *Superior Court.*
No. 33.

Dme Melina alias Minna Fregeau, wife common as to property of Emile Charles Caron, manufacturer, of Rougemont, said district, duly authorized to ester en justice, Plaintiff;

vs

The said Emile Charles Caron, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the 15th March, 1912.

BERNARD & GADBOIS,
Attorneys for plaintiff.

11, Place d'Armes, Montréal.
Saint Hyacinth, 15th March, 1912. 1274

Province de Québec. }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No. 873.

Dame Julia Thibault, épouse de Hormidas Brisebois, agent, de la cité de Montréal et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Hormidas Brisebois, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été, ce jour, instituée en cette cause.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 19 mars 1912. 1243

Avis est par le présent donné que conformément aux dispositions des articles 4391 à 4403 inclusive, des statuts refondu de la province de Québec, une requête sera présentée au lieutenant-gouverneur en conseil par la "Verdun Baptist Church", dans la ville de Verdun, demandant l'incorporation en vertu des dispositions des dits articles, et que la dite requête sera ainsi présentée le premier jour de mai prochain ou aussitôt après que les dits requérants pourront être entendus.

BARRON & CUSHING,
Notaires publics pour les requérants.
Montréal, 20 mars 1912. 1223

Index de la Gazette Officielle de Québec No 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Belanger vs Pruneau	680
" Chouinard vs Pelletier	681
" Coates vs Olson	680
" Frégeau vs Caron	695
" Kinzelston vs Kleiner	679
" Lachance vs Germain	681
" Lamarche vs Roy	680

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS :—
Dme Leblanc vs Dureau, 680; Dion vs Lemieux, 680; Jutras vs Cardinal, 680.

AGRICULTURE, SOCIÉTÉS D' :—Société coopérative agricole de Saint Eugène de Guigues, 693.

ANNONCEURS :—Avis aux :—Concernant avis, etc., 665.

ARRÊTÉ EN CONSEIL :—Chaleurs Bay Mills Coy, 671.

A VIS :—C. Meredith & Co, 695.

BILLS PRIVÉS. P. Q. :—Avis au sujet des :—Assemblée législative, 676; Conseil législatif, 675.

CERCLES AGRICOLES, FORMATION DE :—Municipalité du canton Bury, 692; Paroisse de Saint-Joseph de Blandford, 692.

COMPAGNIES ENREGISTRÉES :—La Cie d'assurance mutuelle de la municipalité de la paroisse de Saint-Philémon, 670; L'Union Mutuelle des Voyageurs de Commerce, 670; The Lumber Insurance Coy of New York, 671.

DEMANDES A LA LÉGISLATURE :—Montrait, Dme C. A., 694; Paroisse de Saint-Louis-de-Courville, 669; Prudential Trust Coy, Ltd, 694.

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No 873.

Dame Julia Thibault, wife of Hormidas Brisebois, agent, of the city of Montreal, duly authorized to "ester en justice" Plaintiff; vs The said Hormidas Brisebois, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted, this day, in this case.

FAUTEUX & FAUTEUX,
Attorneys for plaintiff.
Montreal, 19th March, 1912. 1244

Notice is hereby given that in accordance with the provisions of articles 4391 to 4403 inclusive, of the revised statutes of the province of Quebec, a petition will be presented to the Lieutenant Governor in council, by the "Verdun Baptist Church", in the town of Verdun, praying for incorporation under the provisions of the said articles, and that the said petition will be so presented on the first day of May next, as soon thereafter as the said petitioners can be heard.

BARRON & CUSHING,
Notaries public for the petitioners.
Montreal, 20th March, 1912. 1224

Index of the Quebec Official Gazette, No. 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS :—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY :

Dme Lemieux vs Ouellette	679
" Love vs Cowper	680
" Ratelle vs Picard	681
" Ricard vs Tucci alias Touchy	681
" Robert vs Potvin	681
" Smith vs Wheeler	679
" Thibault vs Brisebois	696

ACTION IN SEPARATION AS TO BED AND BOARD :—
Dme Leblanc vs Dureau, 680; Dion vs Lemieux, 680; Jutras vs Cardinal, 680.

AGRICULTURAL SOCIETIES :—Cooperative agricultural society of Saint Eugène de Guigues, 693.

ADVERTISERS :—Notice to :—Respecting notices, etc, 665.

ORDER IN COUNCIL :—Chaleurs Bay Mills Coy, 671.

NOTICE :—C. Meredith & Co, 695.

PRIVATE BILLS P.Q. :—Notices respecting the :—Legislative Assembly; 676 Legislative Council, 675.

FARMER'S CLUBS FORMATION OF :—Municipality of the township Bury, 692; Parish of Saint Joseph de Blandford, 692.

REGISTERED COMPANIES :—Mutual Insurance Coy of the municipality of the parish of Saint Philémon, 670; L'Union Mutuelle des Voyageurs de Commerce, 670; The Lumber Insurance Coy of New York, 671.

APPLICATIONS TO THE LEGISLATURE :—Montrait, Dme C. A., 694; Parish of Saint-Louis-de-Courville, 679; Prudential Trust Coy, Ltd, 694.

ERRATUM —Page 651, 16 mars, No 859-60, 679.

FAILLIS :—INSOLVENTS :

Beaulieu.....	682
Brien.....	682
Bouchard.....	683
Bouchard & Cie.....	682
Cauchon.....	684
Charland.....	683
Daigle.....	683
Dignard.....	682

LETTRES PATENTES :—

Canton Boyer Land and Lumber Coy, Ltd....	674
La Cie de Meubles de Robertsonville, Ltd....	668
La Cie de Transfert Limitée.....	670
The Canadian Lumber Pulp Coy.....	673

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES : — La Cie d'Alumettes des Laurentides, 693.

LIQUIDATIONS :—La Cie de Biscuits de Rimouski, 684 ; The Boston Asbestos Coy, 685.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES : — Demande d'annexer ou d'ériger : — Kilarney, 672 ; Onslow sud — Onslow centre, 672 ; Spalding — Gayhurst, 672 ; Sainte-Cécile, 692 ; Saint Honoré—Canton Demers, 673 ; Saint-Rémi de la Rivière Métis—Sainte-Flavie, 692.

NOMINATIONS : —

Commissaires d'écoles :—Firmin Cormier, 665.

Commissaire pour recevoir affidavits :—Geo. Wm Edwards, 666.

Conseillers municipaux : — Henri Plante et Jonas Rodrigue, 691.

Conseil en Loi du Roi :—M. J. Morrison, 692.

Juges de paix : —Districts de Bedford, 665 ; Kamouraska, 665.

NOTAIRE, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — Par Edouard Archambault, 672 ; J. E. Marcil, 672 ; J. A. Sigouin, 672.

PROCLAMATION :—Village de Jonquières, 666.

REQÛÊTE :—Verdun Baptist Church, 696.

SYNDICAT D'ÉLEVAGE : — Saint-Zéphirin, 694.

VENTES PAR LES SHERIFFS

BEAUCE :—Morin vs Richard et al, 685.

BEAUHARNOIS :—Lachance vs Dme Sinclair et al, 685.

IBERVILLE :—Kushner vs Rougeau, 686.

JOLIETTE :—Ryan vs Mann, 686.

KAMOURASKA :—Levesque vs Turgeon ès-qual, 687.

MONTREAL :—Desautels (Dme) Faillie, 688 ; Rosenberg vs Jutras, 688.

ERRAUM :—Page 651, 16th March, No. 859-60, 679.

FAILLIS —INSOLVENTS

Dominion Produce and Grain Coy.....	682
Duguay & Cie.....	683
Dumais & Frère.....	684
Gagnon.....	683
Grenier.....	683
Hudon.....	674
Steinberg.....	681
St. Pierre.....	683

LETTRES PATENTES :—

The Canadian New Invention Improvement Mfg. Ltd.....	673
The Realty Loan and Investing Coy of Canada.....	667
The Saint Maurice Protective Association, Ltd.....	692
The Touzin Sand Coy, Ltd.....	669

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT :—La Cie d'Alumettes des Laurentides, 693.

LIQUIDATIONS :—La Cie de Biscuit de Rimouski, 684 ; The Boston Asbestos Coy, 685.

SCHOOL MUNICIPALITIES : — Application to annex or erect :—Kilarney, 672 ; Onslow south — Onslow center, 672 ; Spalding — Gayhurst, 672 ; Sainte Cécile, 692 ; Saint Honoré—Township Demers, 673 ; Saint Rémi de la Rivière Métis—Sainte Flavie, 692.

APPOINTMENTS :—

School commissioner :—Firmin Cormier, 665.

Commissioner to receive affidavits :—Geo. Wm Edwards, 666.

Municipal councillors : — Henri Plante et Jonas Rodrigue, 691.

King's Counsel :—M. J. Morrison, 692.

Justices of the peaces :—Districts of Bedford, 665 ; Kamouraska, 665.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — By Edouard Archambault, 672 ; J. E. Marcil, 672 ; J. A. Sigouin, 672.

PROCLAMATION :—Town of Jonquières, 666.

PETITION :—Verdun Baptist Church, 696.

STOCK BREEDING SYNDICATE :—Saint Zéphirin, 694.

SHERIFFS' SALES :

BEAUCE :—Morin vs Richard et al, 685.

BEAUHARNOIS :—Lachance vs Dme Sinclair et al, 685.

IBERVILLE :—Kushner vs Rougeau, 686.

JOLIETTE :—Ryan vs Mann, 686.

KAMOURASKA :—Levesque vs Turgeon ès-qual, 687.

MONTREAL : — Desautels (Dme) Insolvent, 688 ; Rosenberg vs Jutras, 688.

SAINT FRANÇOIS : —Gaudet vs Ramsay et al, 689 ;
Gaudet vs Ramsay et al, 689 ; McCready vs
Lacroix, 690.

TERREBONNE :—Edouard VII vs Baldwin, 690.

TROIS RIVIÈRES : —The Brantford Carriage Coy vs
Lacerte, 691 ; Verrette et al vs The Belgo
Canadian Pulp and Paper Coy, 691.

SAINT FRANÇOIS : —Gaudet vs Ramsay et al, 689 ;
Gaudet vs Ramsay et al, 689 ; McCready vs
Lacroix, 690.

TERREBONNE :— Edouard VII vs Baldwin, 690.

THREE RIVERS :—The Brantford Carriage Coy vs
Lacerte, 691 ; Verrette et al vs The Belgo Ca-
nadian Pulp and Paper Coy, 691.